

Sud-est du pays

115 affaires de vol de  
véhicules enregistrées

Page 24

Les **DEBATS**

Votre quotidien national

Elle a augmenté de près de 80 % en une année

L'importation des collections  
CKD explose

L'État débourse, désormais beaucoup plus de dollars dans l'industrie de montage automobile naissante. Avec l'augmentation des capacités de production des usines de montage automobile en Algérie, la facture des importations CKD (intrants participants à l'assemblage automobile), a, elle aussi, augmentée.

Page 2



Faune sauvage en voie de disparition

## Arrêter la saignée



Par Saâd Taferka

**P**armi tout un éventail de signes visibles de l'atteinte à l'environnement et plus singulièrement aux ressources naturelles dans notre pays au cours de ces dernières années, le commerce illicite d'animaux sauvages protégés par la loi est sans doute le plus saillant, car faisant partie des infractions relevées régulièrement par les services de la gendarmerie, dans les barrages dressés sur les routes, la police, les agents de Douane et l'administration des forêts.

Chardonnerets et singes magots ont même traversé les frontières algériennes pour atterrir en Tunisie et, de là, franchir la Méditerranée. Ce sont des infractions à la législation nationale portant sur la protection de la faune sauvage, relevées lundi dernier par le directeur général des forêts, Ali Mahmoudi, lors de l'atelier portant sur la formation en matière de lutte contre le commerce illicite des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, organisé en collaboration avec le bureau du Fonds international pour la protection des animaux International fund for animal welfare (Ifaw). Le directeur général des forêts, a, à cette occasion, insisté sur la mission de renforcement du contrôle aux frontières du pays et la lutte contre le commerce de ces espèces.

Outre le commerce illicite, la faune algérienne, dont une partie entre dans la liste des espèces en voie de disparition, donc protégées par la loi, fait l'objet d'autres formes d'atteinte - à l'exemple du braconnage ou de la disparition de leur habitat suite aux incendies de forêts- qui les expose à un risque réel de disparition.

Au moment où deux espèces animales, à savoir le sanglier et le singe magot, se rapprochent des agglomérations et des zones habitées pour des raisons liées à la recherche de la nourriture - vu que leur habitat originel leur en offre de moins en moins -, d'autres espèces sauvages sont menacées dans leur existence même dans les biotopes naturels qui sont habituellement les leurs. Les exemples de la gazelle et de l'outarde ne sont que la confirmation d'une tendance qui risque de devenir une fatalité irréversible.

Page 4

Pour soutenir la candidature de Abdelaziz Bouteflika

Ahmed Ouyahia appelle  
à la mobilisation

Page 2



Elle a augmenté de près de 80 % en une année

# La facture d'importation des collections CKD explose

**L'Etat débourse, désormais, beaucoup plus de dollars dans l'industrie de montage automobile naissante. Avec l'augmentation des capacités de production des usines de montage automobile en Algérie, la facture des importations CKD (intrants participants à l'assemblage automobile), a, elle aussi, augmentée.**



Par Karima Nacer

L'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage de véhicules de tourisme explose. Elle a augmenté de 79,23% durant l'année écoulée. En valeur, elle s'est envolée à près de 3 milliards de dollars en 2018 contre 1,67 milliard de dollars en 2017. Ces données statistiques ont été établies par le Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cnisd).

Ainsi, les importations des collections CKD des véhicules de tourisme (classés dans le Groupe des biens de consommation non alimentaires) ont augmenté de plus de 1,32 milliard de dollars, soit une hausse de 79,23% par rapport à 2017.

Cette tendance haussière a également touché les importations des véhicules de transport de personnes et de marchandises et de leurs

collections CKD avec une facture de 732,14 millions de dollars en 2018 contre 521,22 millions de dollars en 2017.

Les importations des véhicules de transport de personnes et de marchandises et des collections CKD de cette catégorie de véhicules (classés dans le Groupe des biens d'équipement) ont ainsi connu une hausse de l'ordre de 211 millions de dollars, soit 40,5%.

Ainsi, la facture globale d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ces deux types de véhicules et l'importation des véhicules de transport de personnes et de marchandises (produits finis) s'est chiffrée à plus de 3,73 milliards de dollars en 2018 contre 2,2 milliards de dollars en 2017, en hausse de 1,53 milliard de dollars, soit 70%.

Concernant les importations des parties et accessoires des véhicules auto-

mobiles (pièces détachées pour les véhicules d'occasion...), elles ont baissé à 374,6 millions de dollars contre 416,23 millions de dollars, soit une baisse de 41,65 millions de dollars, soit 10,01%.

En outre, les importations des pneumatiques neufs en caoutchouc se sont chiffrées à 147 millions de dollars en 2018 contre 123,62 millions de dollars en 2017, soit 19%.

Pour rappel, l'industrie de montage local des véhicules de tourisme a réalisé une production de 180 000 véhicules en 2018 contre 110 000 en 2017, en sus de la production de 4 500 véhicules industriels en 2018.

Sur toute l'année 2017, la facture d'importation globale des véhicules de tourisme finis et des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ce type de véhicules s'était chiffrée à 1,62 milliard de dollars, contre 1,35 milliard de dollars en 2016.

La tendance haussière des importations de CKD persistera certainement dans les prochaines années en raison de l'annonce d'entrée en activité de plusieurs usines d'assemblage de nombreuses marques d'automobile et avec l'interdiction des importations de véhicule. En raison d'une demande croissante de la population sur le véhicule, les progrès dans l'industrie de montage sont très mitigés. Le ministre de l'Industrie et des Mines a déclaré, dernièrement, qu'il fallait compter une dizaine d'années pour commencer à voir développer une industrie automobile en Algérie.

Aussi, très peu d'actions sont entreprises, y compris sur la question des prix des véhicules. Le premier responsable du secteur a promis à plusieurs reprises que les prix des véhicules vont baisser. Actuellement, les voitures produites localement sont hors de portée des citoyens. **K.N.**

Centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila

## Des enseignants réclament le paiement de leurs arriérés de salaires

Des dizaines d'enseignants du centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila ont observé mardi une journée de grève pour dénoncer «une détérioration de leurs situations» due au non-paiement d'arriérés de salaires datant de plusieurs années.

Les enseignants grévistes ont décidé de poursuivre leur débrayage pour une deuxième journée consécutive pour exprimer «leur mécontentement quant à l'incapacité de la direction à trouver une solution à leurs problèmes d'arriérés de salaires», mais aussi «au versement de leurs primes de classement, des allocations familiales ainsi que le salaire du mois de février», a fait savoir à l'APS, leur représentant.

Selon la même source, les protestataires ont rencontré lundi la direction du centre universitaire qui leur avait promis de régler leurs problèmes dans la journée même, «mais il n'en fut rien». Les enseignants ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève pour demander «de hâter le versement du salaire de du de février et le paiement des arriérés remontant à plus de 4 ans». La même source a fait savoir qu'une réunion a été tenue, il y a plus de deux mois, avec le recteur du centre universitaire pour discuter de la situation et trouver une solution à ces problèmes financiers seulement, «celle-ci (la réunion Ndlr) n'avait rien donné de concret» alors que les enseignants avaient déjà protesté par le passé pour exprimer les mêmes griefs. Confirmant qu'il y avait effectivement des arriérés de salaires datant de plusieurs années, le chargé de communication du centre universitaire Abdelhafid Boussouf, le Dr Mahmoud Boulessebaâ a néanmoins assuré que «la direction du centre s'active avec le ministère du tutelle pour assainir la situation».

Pour ce qui du salaire du mois de février, le Dr Boulessebaâ a affirmé que «le mois n'était pas encore terminé et qu'il est encore trop tôt pour parler d'un retard de salaire», assurant que des mesures administratives sont «en cours pour le déblocage des salaires».

Bilal L.

## Union africaine de radiodiffusion Kaouane examine le renforcement de la coopération bilatérale

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a reçu, mardi à Alger, le directeur général de l'Union africaine de radiodiffusion (UAR), Grégoire N'Djaka, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale entre l'Algérie et l'UAR.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette audience, M. Kaouane a indiqué que «les discussions ont porté sur les voies et les moyens de renforcer la coopération et l'échange d'expériences, notamment en matière de formation de la ressource humaine, élément essentiel dans les divers processus de diffusion», rappelant, à ce propos, «les sessions de formation organisées en Algérie, en coordination avec les instances africaines et arabes spécialisées, dans les différents domaines de la Communication». Plaidant pour «l'activation des mécanismes d'échange de contenus radiophoniques et télévisuels entre les pays africains», le ministre a mis en avant la nécessité de veiller à «la diffusion d'un contenu de qualité conforme aux normes en vigueur dans ce domaine pour garantir aux citoyens algériens et africains le droit à une information objective».

M. Kaouane a réitéré le droit des téléspectateurs africains de suivre les compétitions sportives, notamment de football «loin de tout chantage ou pression».

Pour sa part, le directeur général de l'UAR a salué l'expérience algérienne en matière de radiodiffusion et de télédiffusion, la qualifiant de «remarquable».

Se félicitant des «facilitations offertes par les autorités algériennes en matière d'organisation de sessions de formation, M. N'Djaka a fait savoir que son entretien avec M. Kaouane «a été une occasion pour l'échange des expériences et le renforcement de la coopération existant entre l'Algérie et l'UAR».

T. L.

Pour soutenir la candidature de Abdelaziz Bouteflika

## Ahmed Ouyahia appelle à la mobilisation

Par Rachid Chihab

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, appelle les militants et les partisans de son parti à la mobilisation pour soutenir la candidature du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la prochaine élection présidentielle.

Dans un message adressé à la base militante de son parti à l'occasion du 22<sup>ème</sup> anniversaire de sa création, Ahmed Ouyahia demande à toute la famille du RND de s'impliquer activement dans la campagne électorale du candidat Abdelaziz Bouteflika.

«Nous devons mobiliser toutes les capacités et les énergies du Rassemblement national démocratique pour soutenir le moudjahid Abdelaziz

Bouteflika et participer à sa réélection pour un nouveau mandat présidentiel afin de garantir la continuité et ce, pour le développement de l'Algérie et sa construction», a écrit Ouyahia dans sa lettre adressée aux militants de son parti à l'occasion de la célébration du 22<sup>ème</sup> anniversaire de la création du RND.

Il a aussi exhorté ses militants de s'impliquer dans la sensibilisation des citoyens sur «les grands défis» qui attendent l'Algérie sur tous les plans dans «un environnement en crise», et leur a demandé d'utiliser les réseaux sociaux et les nouvelles technologies pour informer les citoyens sur les activités du parti.

En outre, Ahmed Ouyahia a insisté sur la nécessité d'ouvrir les portes du parti pour toutes les franges de la société algérienne qui veulent militer

dans ses rangs. Il a également indiqué dans son document que le RND dispose de ressources humaines importantes capables de mener les débats avec les citoyens dans les espaces publics.

Par la même occasion, le secrétaire général du RND a rappelé les circonstances et le contexte dans lequel sa formation politique a vu le jour en février 1996. «La création du RND est venue dans un contexte national douloureux. Une création qui porte un message d'espoir et de préservation de l'Algérie», écrit Ahmed Ouyahia dans sa lettre. Toujours sur la création du RND, Ahmed Ouyahia a rendu hommage aux victimes du terrorisme, à leur tête, le fondateur du parti, Abdelhak Benhamouda.

R.C.

Le CFCM dénonce

# Propos «haineux» en France à l'égard de l'Islam et des musulmans

L'islamophobie qui était l'apanage des groupes extrémistes et devenue aujourd'hui en France, «un argument» politique. Les musulmans et l'Islam dans ce pays sont l'objet, ces derniers jours, de propos «haineux» véhiculés par les médias sans apporter la moindre contradiction.



centaine d'actes antimusulmans ont été enregistrés en France, mais ces actes ne suscitent jamais de réprobations de la part de la société, des politiques ou des médias français. Une grande inquiétude est exprimée de la part des musulmans de France quant à la montée de l'islamophobie via la cyberhaine qui alimente les réseaux sociaux d'une propagation de mensonges envers les musulmans et l'Islam, deuxième religion de France.

S. A. M.

## Partis de l'opposition Réunion pour tenter de dégager un candidat unique pour la présidentielle

Des partis politiques et des personnalités de l'opposition ont tenu, hier à Alger, une rencontre à l'initiative du Front pour la justice et le développement (FJD), pour tenter de dégager un candidat unique à l'élection présidentielle d'avril prochain.

Ont pris part, notamment à cette rencontre, Talaie El Hourriyet de Ali Benflis, le Mouvement de la société de la paix (MSP) de Abderezak Makri, El Fadjr El Djadid (PFJ) de Tahar Benbaïbeche et l'Union des forces démocratiques et sociales (Ufds) de Nourredine Bahbouh.

Etaient présents également des représentants du Mouvement El Bina de Abdelkader Bengrina, le Parti de la liberté et la justice (PLJ) de Mohamed Saïd, ainsi que des personnalités politiques à l'instar de l'ancien ministre Abdelaziz Rahabi et l'universitaire Arezki Ferrad. Selon le FJD, cette réunion a pour objectif de «dégager une candidature unique de l'opposition à l'élection présidentielle sur la base d'un programme consensuel».

Une quinzaine de partis politiques et plusieurs indépendants ont annoncé officiellement leur candidature à l'élection présidentielle, alors que les quatre partis de l'Alliance présidentielle ont opté pour la continuité en soutenant la candidature de M. Abdelaziz Bouteflika.

R. H.

Par S. A. Mohamed

C'est ce qu'a dénoncé hier, le Conseil français du culte musulman (Cfcm). «Dans le climat malsain actuel que nous vivons, l'Islam et les musulmans sont pris pour cible et accusés de tous les maux. Je ne peux que déplorer le fait que certains médias donnent, en boucle, la parole à des hommes politiques dont la haine à l'égard de l'Islam et des musulmans est connue, sans inviter des responsables musulmans pour leur apporter la contradiction», a indiqué, dans un communiqué, le président de l'Observatoire national contre l'islamophobie, Abdallah Zekri. La France, avec ses médias et politiques, a explosé ces derniers jours contre l'antisémitisme, suite à des propos injurieux d'un mani-

festant, durant la mobilisation des «gilets jaunes», contre l'académicien français de confession juive, Alain Finkielkraut, à une photo de Simone Veil taguée avec une croix gammée en banlieue. A cet effet, Abdallah Zekri, qui est également délégué général du Cfcm, a condamné les propos de la conseillère municipale, Dorothée Moureaux, également directrice d'école, qui déclare vouloir «mettre au pas» les musulmans et dénonce le fait que l'on ne peut plus circuler dans le département du 93 (Seine-Saint-Denis). Cette élue du parti Les Républicains (LR) a écrit sur son compte twitter : «Il est temps de mettre au pas les musulmans qui sont les premiers à insulter les juifs», avant de l'effacer, mais elle persiste à dire qu'elle assumait ses propos. Sur les réseaux sociaux, l'indignation est totale de centaines

de personnes qui ont qualifié ses propos d'un «appel à la haine, une stigmatisation et une horrible présomption d'antisémitisme pour les musulmans». Pour le président de l'Observatoire national contre l'islamophobie, cette élue, «dont certains de ses dirigeants passent leur temps sur les plateaux de TV à stigmatiser les musulmans par des déclarations de ce type, met en danger le «vivre-ensemble» au lieu de pratiquer une politique d'apaisement», faisant remarquer que tous les responsables musulmans, à travers la France, ont participé mardi à la marche pour dénoncer l'antisémitisme, le racisme et la haine de l'Autre. «Il faut préciser que la profanation des tombes juives en Alsace n'est pas l'œuvre de musulmans, mais de nazillons de l'extrême droite et des identitaires», a-t-il conclu. En 2018, plus d'une

Face aux différents problèmes

## L'université appelée à s'ouvrir sur le monde extérieur

Les participants aux travaux de la deuxième session internationale de formation des formateurs universitaires tenus à l'université Mohamed Lamine Debaghine (Sétif2) ont insisté sur l'importance de «l'ouverture de l'université sur le monde extérieur dans tous les domaines, afin de contribuer à la résolution des différents problèmes».

La nécessité de la «concrétisation de la politique d'ouverture de l'université sur le monde extérieur dans les différents domaines scientifiques, culturels et économiques et la mise en place de mécanismes étudiés encourageant et développant l'ascension scientifique entre les différentes universités du monde» a été souligné mardi, par

Mme. Nawel Abdelatif Mami, vice-recteur de l'université Mohamed Debaghine, chargée des relations extérieures à l'ouverture de ce séminaire de deux jours organisé à l'initiative de cet établissement d'enseignement supérieur.

L'élargissement du rôle de l'université pour contribuer à la résolution des différents problèmes auxquels fait face la société, nécessite «des projets de recherche scientifique basés sur la réalité du terrain et la mise en place d'une politique universitaire claire, incitant l'université à être au diapason des diverses mutations et évolutions scientifiques prenant en considération les concepts liés au droit de l'homme dans sa dimension universelle et adaptable avec tous les milieux

sociaux et culturels», a encore considéré la même intervenante.

De sa part, le Pr Varmin Navaridas, spécialiste en sciences de l'éducation de l'université La Corogne d'Espagne a insisté sur l'importance «d'amender le programme pédagogique universitaire suivant le contexte mondial actuel marqué, entre autres, par la question de l'immigration clandestine et la problématique des réfugiés dans les différents coins du monde», mettant l'accent sur le rôle que devra jouer l'élite universitaire pour «trouver des solutions à ce genre de problème menaçant, a-t-il appuyé la philosophie du vivre-ensemble en paix».

L'importance d'éviter les facteurs isolant l'institution universitari-

re par défaut de communication a été souligné par le spécialiste en droit, le professeur Khouan Ferero de la même université qui a indiqué que «le déficit en communication tue l'esprit de toute activité», appelant à «élargir les espaces de l'activité universitaire à l'extérieur des établissements d'enseignement supérieur et au développement des supports de communication entre étudiants, avec les enseignants et avec le monde extérieur également».

Cette session a été encadrée par neuf experts des universités La Corogne (Espagne) et Bergame (Italie) à travers 11 conférences sur «La citoyenneté mondiale et le vivre-ensemble en paix» et cinq ateliers relatifs aux «Approches

modernes des méthodes d'enseignement» répartis en trois thèmes sur le rôle de l'enseignement dans l'ancrage de la culture de la paix et les compétences pédagogiques dans l'éducation sur la citoyenneté mondiale et les méthodes modernes de l'ancrage de la culture du vivre-ensemble en paix.

Cette rencontre tenue en collaboration avec les universités La Corogne (Espagne) et Bergame (Italie) est inscrite dans le cadre du renforcement des compétences de l'enseignement supérieur et la mise en service du programme d'accompagnement pédagogique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, rappelle-t-on.

Farid D.

Faune sauvage en voie de disparition

# Arrêter la saignée

**Parmi tout un éventail de signes visibles de l'atteinte à l'environnement et plus singulièrement aux ressources naturelles dans notre pays au cours de ces dernières années, le commerce illicite d'animaux sauvages protégés par la loi est sans doute le plus saillant, car faisant partie des infractions relevées régulièrement par les services de la gendarmerie, dans les barrages dressés sur les routes, la police, les agents de Douane et l'administration des forêts.**



Par Saâd Taferka

**C**hardonnerets et singes magots ont même traversé les frontières algériennes pour atterrir en Tunisie et, de là, franchir la Méditerranée. Ce sont des infractions à la législation nationale portant sur la protection de la faune sauvage, relevées lundi dernier par le directeur général des forêts, Ali Mahmoudi, lors de l'atelier portant sur la formation en matière de lutte contre le commerce illicite des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, organisé en collaboration avec le bureau du Fonds international pour la protection des animaux International fund for animal welfare (Ifaw). Le directeur général des forêts, a, à cette occasion, insisté sur la mission de renforcement du contrôle aux frontières du pays et la lutte contre le commerce de ces espèces.

Outre le commerce illicite, la faune sauvage algérienne, dont une partie entre dans la liste des espèces en voie de disparition, donc protégées par la loi, fait l'objet d'autres formes d'atteinte - à l'exemple du braconnage ou de la disparition de leur habitat suite aux incendies de forêts - qui les expose à un risque réel de disparition.

Au moment où deux espèces animales, à savoir le sanglier et le singe magot, se rapprochent des agglomérations et des zones habitées pour des raisons liées à la recherche de la nourriture - vu que leur habitat originel leur en offre de moins en moins -, d'autres espèces sauvages sont menacées dans leur existence même dans les biotopes naturels qui sont habituellement les leurs. Les exemples de la gazelle et de l'outarde ne sont que la confirmation d'une tendance qui risque de devenir une fatalité irréversible. En effet, le nombre d'individus composant ces espèces ne cesse, depuis les années 60 du siècle dernier, de s'amenuiser. Dans ce cas précis, le braconnage est le premier phénomène à

incriminer. L'on connaît l'engouement de certains émirs du Golfe pour l'outarde algérienne qu'ils chassent dans les régions d'El Bayadh, Naâma, et autres territoires des Hauts-Plateaux et du Sahara septentrional.

## Un riche arsenal législatif, mais...

Outre cette situation spécifique à ces deux espèces, il y a lieu d'observer que les différentes agressions subies par les milieux naturels dans notre pays risquent de se prolonger par une menace sérieuse contre l'existence même de certaines espèces végétales et animales qui font jusqu'à présent le joyau de la biodiversité du pays. Même si, depuis une trentaine d'années, des textes législatifs ont été élaborés pour protéger le patrimoine naturel algérien - non seulement en énonçant des clauses coercitives, mais également en mettant en place des structures spécialisées dans la défense et la promotion de la biodiversité -, la réalité du terrain se trouve malheureusement à mille lieues de cette stratégie de protection des milieux naturels développée dans les textes par les pouvoirs publics sur proposition des milieux professionnels, scientifiques et académiques.

Ainsi, la dégradation continue des massifs montagneux (érosion, déforestation par les incendies et les défrichements), les différentes formes de pollution des milieux d'habitat de la faune, le phénomène d'urbanisation accélérée et les diverses activités anthropiques en milieu rural ont eu raison de certaines niches écologiques où évoluaient ou étaient abritées des espèces animales autrefois richement variées et abondantes.

Le constat établi par les naturalistes (forestiers, ornithologues, zoologistes, aménagistes...) à ce sujet est sans appel : le patrimoine faunistique national régresse si dangereusement que certaines espèces familières à l'homme et vivant dans son entourage immédiat ont fortement diminué ou car-

rement disparu en quelques années.

Les pouvoirs publics - incarnés par des structures comme le ministère de l'Environnement et la direction générale des forêts...-, conscients de la menace de disparition complète qui pèse sur certaines espèces animales, ont fait l'effort de renforcer la législation tendant à prendre sérieusement en charge ce très complexe problème, et, ce en adoptant, comme dernier texte dans la chronologie des dispositifs inhérents à ce domaine, une ordonnance datée de juillet 2006 portant sur les mesures de protection des espèces animales en voie de disparition dans les différentes zones écologiques d'Algérie.

## Un espace vital qui se rétrécit

Il y a lieu de rappeler que le constat d'une régression de la fréquence de certaines espèces dans des milieux où ils évoluaient habituellement-biotopes-, a été fait depuis plusieurs années. Le garde-chasse, le garde forestier, les amoureux de la nature, les étudiants en sciences naturelles, les paysagistes, les rivières, les mares,...La diminution de la fréquence et du nombre d'individus de certains animaux autrefois familiers de l'homme, comme le hérisson, les grenouilles, les perdreaux, sont tout simplement inquiétants. Leurs espaces vitaux sont, eux aussi, en état de rétrécissement ou de délabrement (pollution chimique, sonore,...).

Dans les massifs forestiers, les garrigues, les vallées, les mares, les lacs et autres milieux de vie, les hôtes habituels que sont les animaux sauvages déguerpissent et se réduisent en peau de chagrin. Le déséquilibre écologique est à l'œuvre depuis des années, particulièrement dans les aires naturelles abritant le patrimoine forestier. Ce dernier a gravement souffert de la période de la sub-

version terroriste où des dizaines de milliers d'hectares portaient en fumée chaque été. Or, c'est là l'abri le plus étendu des espèces animales sauvages que la biodiversité de notre pays a permis d'avoir. Actuellement, seuls le chacal et le sanglier font leur apparition dans la plupart des bois. Parmi les bêtes écrasées sur les routes par les véhicules, il n'y a pratiquement que ces deux espèces qui sont signalées, à côté du chien et du chat et, plus rarement, de l'hyène rayée, animal protégé par la loi.

La loi de juillet 2006 portant sur la protection des animaux en voie de disparition dresse une liste non exhaustive d'animaux concernés par cette dangereuse situation. Il y est signalé que cette liste peut être étendue à d'autres espèces animales menacées de disparition par voie réglementaire. Sont concernées par les articles de cette ordonnance «les espèces de faune sauvage dont l'existence en tant qu'espèce subit une atteinte importante entraînant un risque avéré d'extinction et qui, de ce fait, font l'objet de mesures de protection et de préservation particulière».

Il y est dégagé trois grandes familles d'animaux : les mammifères (mouflon à manchettes, oryx, cerf de Barbarie, hyène rayée, cinq variétés de gazelle, le fennec, le guépard, le chat des sables et l'addax), les oiseaux (ibis chauve, erismature à tête blanche, faucon crécerelle, faucon pèlerin et trois espèces d'outarde) et les reptiles (tortue grecque, fouette-queue et varan du désert).

Outre les textes législatifs et règlements antérieurs propres à ce domaine, l'ordonnance portant sur la protection des animaux en voie de disparition fait référence également à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction signée à Washington, le trois mars 1973 et à laquelle a adhéré notre pays en décembre 1982, et aussi à la Convention sur la

conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage faite à Bonn, le 23 juin 1979 et approuvée par l'Algérie en mars 2005.

La chasse des animaux portés sur l'annexe de l'ordonnance en question est interdite par tout moyen précis, comme sont également déclarés interdits la capture, la détention, le transport, la naturalisation et la commercialisation des animaux ou parties d'animaux d'espèces menacées de disparition. L'exception signalée dans ce domaine reste l'utilisation de spécimens de ces animaux à des fins scientifiques ou de reproduction pour repeuplement.

## Renforcer le volet de la sensibilisation

Une commission présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et de la Pêche est mise en place dans le but de «coordonner la politique de préservation et de protection d'espèces animales menacées de disparition». Cette commission est consultée sur toutes les questions relatives à la situation générale de ces espèces, leur protection et leur préservation.

Pour compléter dans la pratique l'ordonnance portant protection des animaux en voie de disparition, une délimitation des aires dans lesquelles subsistent encore ces populations animales est prévue, avec, bien entendu leurs espaces de reproduction et leurs zones de repos. Dans ces aires, il est programmé d'observer et d'évaluer les effectifs des espèces concernées ainsi que le suivi de leur reproduction. Concernant ces activités, un rapport annuel est élaboré et adressé au ministre de l'Agriculture par la commission spécialisée.

Outre les dispositifs techniques permettant de faire les observations profondes du phénomène de raréfaction de certaines espèces animales et de proposer des solutions pour son endiguement et pour repeupler les aires naturelles qui étaient les leurs, des mesures répressives sont aussi prévues par la législation contre les braconniers et contre tous ceux qui attentent à la vie des animaux sauvages ou détruisent leurs habitats naturels.

L'on sait que par le passé, des lois et règlements répressifs censés défendre la nature et les ressources naturelles - régime général des forêts, code des eaux, loi sur la chasse, sur l'environnement - ont été élaborés par les pouvoirs publics. C'est, en toute évidence, leur application sur le terrain qui pose problème, faisant face à d'énormes résistances, parfois culturelles et d'autres fois d'intérêt mercantile. A cela se greffe le déficit de coordination entre les différents services et le manque de sensibilisation par le moyen de l'école et des médias. Notons qu'au cours de ces derniers mois, des journées de formation sont assurées par l'administration des forêts aux chasseurs, membres d'associations et de fédérations des professionnels wilayas. Les chasseurs professionnels sont considérés comme des acteurs importants dans la protection du patrimoine cynégétique et des partenaires précieux des pouvoirs publics en charge du secteur des forêts. **S. T.**

Pétrole

# Le prix du panier de l'Opep à près de 66 dollars le baril

Le prix du panier de 14 pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a atteint, mardi, 65,79 dollars le baril, contre 66,03 dollars, la veille, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site Web.



Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Mardi, les cours du pétrole divergeaient à la réouverture du marché américain après un week-end prolongé, tout en restant proches de leurs plus hauts en trois mois. Dans l'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 66,15 dollars sur l'Intercontinental

Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 35 cents par rapport à la clôture de lundi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour mars gagnait 19 cents à 55,78 dollars une heure après son ouverture. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 66,38 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 12 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour mars gagnait 53 cents à 56,12 dollars, il a atteint 56,17 dollars ce matin, son sommet depuis trois mois.

Lundi, le Brent avait atteint 66,83 dollars, un niveau plus vu

depuis novembre.

L'un des «facteurs-clés» de cette récente hausse a été «la réduction de l'offre de pétrole de l'Arabie Saoudite», ont expliqué des analystes, citant la base de données Joint Organization Data Initiative (Jodi), qui a fait état d'une baisse des exportations saoudiennes de 6,7% en décembre à environ 7,6 millions de barils par jour (mbj).

«Et les exportations de l'Arabie Saoudite ont dû décliner encore plus en janvier et février du fait des réductions de production mises en place au début de l'année», ont-ils ajouté.

Depuis début janvier, l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, doivent appliquer des limitations de production plus strictes, comme ils l'avaient promis début décembre pour

redresser les cours.

A cette baisse de la production saoudienne, il faut ajouter «l'optimisme du marché concernant un succès des négociations commerciales entre les deux principales économies et les nouvelles sanctions contre le Venezuela», a souligné un analyste pour expliquer la hausse.

L'Opep et ses partenaires tiendront une réunion les 17 et 18 avril à Vienne afin d'estimer si leur politique de réduction de la production doit être maintenue ou amendée.

Ce rendez-vous sera précédé par la treizième réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep/non-Opep (JMMC) à Bakou (Azerbaïdjan) le 18 mars prochain.

B. L.

Sonatrach

## Mise en gaz de l'usine de traitement gazier du projet Touat à Adrar

L'usine de traitement de gaz du projet Touat (wilaya d'Adrar) a été mise en gaz, préluant ainsi à sa mise en exploitation qui interviendra prochainement après la réalisation de tous les tests d'usage, a annoncé hier le groupe Sonatrach.

Cet ouvrage produira 12,8 millions Sm<sup>3</sup>/jour de gaz de vente (soit 4,5 milliards m<sup>3</sup>/an) et 1 800 barils/jour de condensat stabilisé, précise le groupe pétro-gazier national dans un communiqué.

Le projet Touat gaz est localisé sur les blocs 352 a et 353 situés dans le périmètre de Touat lequel est rattaché administrativement à la wilaya d'Adrar.

Concernant le plan de développement de ce projet, il consiste à la réalisation d'un forage de 18 puits producteurs de gaz et à la construction d'une usine de traitement de gaz d'une capacité de traitement de 14,3 millions Sm<sup>3</sup>/jour.

Il s'agit aussi de la réalisation d'un réseau de collecte et d'expédition ainsi que de routes et d'une piste d'atterrissage et d'une base de vie ainsi qu'un camp de sûreté.

Le gaz produit sera acheminé au gazoduc GR5/TRC par un pipeline sur une longueur de 48 km. Le champ de Touat est développé par Sonatrach (35%) et son partenaire britannique, Neptune Energy (65%).

Pour rappel, l'Algérie, qui intensifie ses investissements dans le secteur pétrolier, oeuvre également à développer davantage le secteur gazier en lançant de nouveaux projets dans le cadre de la nouvelle stratégie de Sonatrach (SH2030) qui vise à accroître la production et à développer l'industrie de la transformation.

Parmi ces investissements gaziers figurent le champ de Timimoun, entré en production en mars 2018 pour une capacité de 1,8 milliard de m<sup>3</sup> de gaz/an à partir de 37 puits, dans le cadre d'un partenariat Sonatrach/Total-Cepsa, et le champ gazier de Reggane Nord, opérationnel depuis 2017 et développé par Sonatrach et les partenaires européens Repsol, DEA Deutsche Erdoel et Edison, pour atteindre à terme une production annuelle de 4,5 milliards de m<sup>3</sup>.

H. Y.

Salon international Gulfood 2019 à Dubaï

## Djellab visite le stand de l'Algérie

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a effectué, mardi, une visite au stand de l'Algérie au Salon international de l'agroalimentaire Gulfood 2019 qu'abrite le Centre du commerce international de Dubaï du 17 au 21 février, et s'est enquis des différents produits algériens ayant vu un engouement de plusieurs visiteurs de différentes nationalités.

Le ministre a entamé sa visite au stand algérien s'étendant sur une superficie de 530 m<sup>2</sup> au niveau du pavillon des sociétés spécialisées dans la fabrication des pâtes alimentaires, où il a écouté des explications sur les différents produits exposés.

La majorité des sociétés algériennes exposantes ont organisé

des séances de dégustation ayant attiré un grand nombre de communautés installées à Dubaï et dans les autres émirats ainsi que les visiteurs venus des cinq continents spécialement au Salon.

Accompagné de l'ambassadeur d'Algérie aux Emirats arabes unis (EAU), M. Salah Attia, et une importante délégation composée des cadres du ministère et d'organismes du commerce extérieur, le ministre du Commerce a également visité le pavillon des sociétés, au nombre de huit, spécialisées dans la production laitière et dérivés du lait, lesquelles exportent leurs produits vers une dizaine de marchés africains et nord-américains. Elles ont exposé près de 50 types de produits (fromage,

lait, yaourt ...) ayant attiré les randes sociétés de distribution activant essentiellement dans les marchés de l'Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient.

Concernant le stand des entreprises de fabrication de conserve présentes en force à cette édition de la même manière que lors de la précédente, ce dernier a attiré un grand nombre de visiteurs et de professionnels notamment du Moyen-Orient et d'Europe où les rencontres et les négociations entamées par des exportateurs algériens ont été couronnées par la conclusion de 8 contrats commerciaux. D'autres contrats devront être conclus lors de la cérémonie qui sera organisée par le ministère hier en coordination avec l'ambassade d'Algérie aux

EAU à l'honneur des exposants algériens et leurs partenaires potentiels.

Le ministre a entendu attentivement les propositions des opérateurs algériens qui se résument notamment à la nécessité de fournir l'appui logistique, étant le premier maillon essentiel en matière d'exportation.

Les opérateurs algériens ont mis en avant la décision relative à l'ouverture de la voie face au secteur privé pour l'investissement dans le domaine du transport aérien et maritime des marchandises étant une démarche susceptible d'augmenter le volume des exportations et qui a gagné jusqu'à présent une bataille qualitative mais demeure sans ambitions au niveau quantitatif.

Le ministre a saisi cette opportunité de se trouver aux côtés des opérateurs économiques depuis dimanche dernier afin de les encourager de redoubler d'efforts pour la consécration d'une nouvelle stratégie pour le secteur visant la diversification des sources de revenu hors hydrocarbures.

Il a rappelé que les exportations algériennes hors hydrocarbures avaient atteint, lors de l'année dernière, un total de 2,8 Mds DA, un chiffre élevé par rapport aux précédentes années mais restant inférieur face aux potentiels considérables que recèle l'Algérie, notamment dans les domaines agricoles, industriels, miniers et touristiques.

K. M.

Exportations algériennes

# Premier convoi par voie routière vers le Sénégal

Le groupe public de transport routier de marchandises Logitrans a lancé, lundi dernier, sa première opération de transport vers Dakar (Sénégal) via Nouakchott (Mauritanie) pour l'exportation de marchandises algériennes, a appris l'APS auprès de cette société publique.



Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une convention signée, en novembre dernier entre cette société et le ministère du Commerce, portant accompagnement des exportateurs algériens en matière de transport routier international et de logistique.

L'arrivée dans la capitale mauritanienne est prévue pour le 25 février avant d'aboutir le 27 février à Dakar.

Ainsi, un convoi de 13 semi-remorques du groupe Logitrans a pris la route pour transporter 340 tonnes de marchandises avec 230 tonnes livrées à Nouakchott et 110 tonnes à

Dakar.

L'expédition parcourt au total 3 900 km en 10 jours pour atteindre sa destination finale et ce, à raison de 1 800 km en trois jours sur le territoire algérien, une journée pour les formalités douanières au Poste frontalier de Tindouf, 1 700 km en quatre jours en territoire mauritanien et 400 km en deux jours en territoire sénégalais.

Le convoi est accompagné d'engins de soutien et suivi par GPS et téléphone satellitaire.

Les 230 tonnes de marchandise destinées à la Mauritanie se composent de 200

tonnes de produits agroalimentaires, de 60 tonnes de produits agricoles, de 60 tonnes d'articles de ménage en plastique et de 20 tonnes de produits chimiques.

Pour le Sénégal, 110 tonnes de produits agroalimentaires algériens y sont exportées.

Pour rappel, un nouveau poste frontalier terrestre entre l'Algérie et la Mauritanie, situé dans la wilaya de Tindouf, a été ouvert en août dernier et ce, en application des recommandations de la 18<sup>ème</sup> session de la Haute commission mixte algéro-mauritanienne, tenue en décembre 2016 à Alger.

Ce poste frontalier constitue un moyen de

facilitation des déplacements et passage des personnes et d'intensification des échanges commerciaux entre les deux pays, d'une part, et avec les autres pays de l'Afrique de l'Ouest, d'autre part. **K. Y.**

Russie

## Poutine annonce des «projets nationaux»

Le président russe, Vladimir Poutine, a déclaré hier qu'il se concentrerait davantage sur les questions de développement dans le pays, annonçant plusieurs «projets nationaux» dans les domaines de la santé, de la démographie et de l'environnement devant permettre l'amélioration de la situation des populations russes, ont rapporté des médias locaux. S'exprimant lors de son discours annuel devant l'Assemblée fédérale, le chef du Kremlin a affirmé que les projets de développement de la Russie ne sont pas «des projets fédéraux, certainement pas administratifs, mais des projets nationaux», assurant que «leurs résultats doivent être visibles d'ici 2020 dans toutes les régions de la Fédération de Russie», a indiqué l'agence de presse Sputnik.

«Près de 19 millions de citoyens russes vivent encore en dessous du seuil de pauvreté, ce qui est un très grand nombre», a fait savoir le président russe annonçant la mise en place d'un contrat social pour soutenir la population dans le besoin, a poursuivi la même source.

«Il ne faut pas attendre, mais améliorer la situation dès maintenant. Dès cette année les Russes doivent sentir une amélioration», a ajouté déclaré M. Poutine qui s'adressait aux membres des deux chambres du Parlement réunies.

Evoquant la situation démographique du pays, le chef du Kremlin a reconnu une baisse conséquente de la natalité. «La Russie entre dans une période démographique difficile, car le taux de natalité a considérablement baissé. Il est impossible de l'ignorer», a-t-il relevé citant dans ce contexte les raisons à l'origine de ce phénomène, notamment les pertes humanitaires durant la Grande Guerre patriotique (Seconde Guerre mondiale) environ 25 millions de personnes décédées et pendant la période qualifiée de «tragique» qui a suivi la chute de l'Union soviétique durant les années 1990.

Pour stimuler la natalité, M. Poutine a annoncé la baisse des impôts pour les familles russes qui auront plus d'enfants et une aide de 450 000 roubles (environ 7 000 dollars). «Dans cinq ans, environ 9 millions de personnes pourront bénéficier d'un tel soutien de l'Etat», a-t-il précisé, prévoyant une croissance naturelle de la population russe d'ici à 2023-2024. Dans son message annuel à l'Assemblée fédérale, au cours duquel il a abordé les questions de politique étrangère et de défense, le président Poutine est revenu aussi sur les questions de la santé et de l'environnement.

«Il n'est pas possible de ne pas entendre le point de vue des citoyens russes lorsque les problèmes environnementaux ne sont pas résolus», a-t-il fait savoir, soulignant à ce propos la nécessité de trouver un mécanisme pour l'élimination des déchets ménagers solides. **K. T.**

Algérie-Cuba

## La coopération dans le secteur de l'énergie évoquée

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a reçu, mercredi à Alger, le ministre cubain du Commerce extérieur et de l'investissement étranger, Rodrigo Malmierca Diaz, avec lequel il a évoqué les opportunités d'investissement dans le domaine de l'énergie, a indiqué son département ministériel dans un communiqué.

Durant leur entretien, les deux ministres ont passé en revue l'état des relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie

et Cuba, notamment dans le secteur énergétique dont les hydrocarbures, ainsi que les perspectives de leur renforcement.

Dans ce sens, ils se sont également dits «satisfaits de la mise en œuvre des contrats d'approvisionnement de Cuba en pétrole brut et produits dérivés à partir de l'Algérie», précise le communiqué.

En outre, les deux parties ont confirmé leur volonté d'élargir la coopération entre les deux pays à d'autres domaines, notamment les énergies renouvelables et l'effica-

cité énergétique.

Il ont également relevé les opportunités et possibilités d'investissement et de partenariat et ont particulièrement insisté sur le volet lié à la formation des ressources humaines et à l'échange d'expertise. Pour rappel, le ministre cubain, qui conduit une délégation, est en visite à Alger pour participer à la 22<sup>ème</sup> session de la Commission mixte algéro-cubaine, organisée du 19 au 21 février. **L. M.**

Registre de commerce à Tiaret

## Un taux de 36,8% de reconversion du classique en électronique

L'antenne de la wilaya de Tiaret du Centre national du registre de commerce (Cnrc) a enregistré un taux de 36,8 % de reconversion des registres classiques en électroniques, a indiqué mardi son directeur, Kaddouri Nedjadi, considérant ce taux faible.

Lors d'une journée d'information sur l'importance des registres de commerce électroniques, M. Kaddouri a indiqué que l'adhésion à cette opération dans la wilaya de Tiaret demeure faible, signalant, dans ce sens, seulement 14 560 com-

merçants acquis sur un total de 39 553.

La directrice du commerce, Farah Mekideche, a cité, pour sa part, les avantages de cette nouvelle technique de modernisation en vue de faciliter les transactions en matière de commerce avec une simple application, où le commerçant peut s'informer des documents à fournir et établir les procédures avec des administrations sans se déplacer.

Le registre de commerce électronique permet d'assainir les listes de commerçants et

conférer plus de transparence à l'activité commerciale, en plus de lutter contre le commerce informel et faciliter les contrôles, a-t-on indiqué, soulignant qu'il n'impose pas au commerçant de verser la valeur des impositions et des cotisations qui peuvent se faire par rééchelonnement.

Le directeur de l'agence de Tiaret de la Caisse de sécurité sociale des non-salariés (Casnos), Djawad Sabra, a expliqué que le registre de commerce électronique allège les procédures permettant à tout inscrit d'adhérer directement à la

Casnos et verser les cotisations par Internet sans fournir des documents administratifs.

Cette rencontre, organisée par la direction du commerce, a permis de faire connaître les procédures d'inscription et de reconversion et les sanctions que peut subir tout réfractaire après expiration du délai fixée au 11 avril prochain.

Des représentants de plusieurs services, organisations professionnelles, commerçants et opérateurs économiques ont assisté à cette rencontre. **H. K.**

Béchar

# La problématique d'exploitation, de distribution et de traitement de l'eau en voie de résolution

La problématique d'exploitation, de gestion, de distribution et de traitement de l'eau est en voie d'être résolue à Béchar, à la faveur d'un vaste programme visant la sécurisation des besoins en eau potable des populations et des secteurs d'activités de l'ensemble des 21 communes de la wilaya.



Dans le cadre de ce programme de développement du secteur dans cette wilaya et la wilaya-délimitée de Béni Abbès, cette dernière va bénéficier bientôt de deux importants forages localisés dans la région de Zghemra, pour une meilleure disponibilité et distribution de l'eau, tant pour l'alimentation quotidienne des populations, que pour les besoins de l'irrigation agricole et des activités industrielles, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur des ressources en eau (DRE).

L'alimentation en eau potable des populations (AEP) de cette région saharienne est l'une des préoccupations majeures du secteur des ressources en eau, qui n'a pas lésiné sur les moyens financiers et matériels pour la satisfaction des besoins des habitants de l'ensemble des 21 communes de la wilaya, notamment celles de Béchar, Abadla, Kenadza et Béni Abbès où l'on recense les plus grandes concentrations d'habitants de la région et donc une plus importante demande en eau.

Les trois premières collectivités ont connu, durant la saison estivale 2018, un début d'une réelle crise en matière de distribution de l'eau potable à leurs habitants due essentiellement à une grave baisse du niveau des eaux du barrage de Djorf Ettorba à 55 millions m<sup>3</sup>, et dont la station de traitement et d'épuration des eaux assure l'approvisionnement quotidiennement de ces communes, a-t-on rappelé.

«La production de cette station, qui était auparavant de 30 000 m<sup>3</sup> jour, vient d'être augmentée à 44 000 m<sup>3</sup> jour, grâce à une vaste opération de rénovation dont elle a

bénéficié pour un coût de plus d'un milliard de DA», a-t-on signalé.

Cependant, et pour mettre un terme à la dépendance des habitants de ces régions aux eaux du barrage, le ministère des Ressources en eau a initié un programme d'urgence pour la réalisation de 10 forages dans la région de Boussir, lancé en juillet 2018.

## Le transfert des eaux de Boussir, un projet d'envergure

Ce programme d'urgence, qui constitue la solution adéquate pour l'alimentation en eau potable des habitants des villes de Béchar, Kenadza et Abadla, à travers le lancement, en juillet 2018, d'un projet de réalisation de 10 forages pour le transfert de leurs eaux vers cinq communes (Béchar, Kenadza, Abadla, Mechraâ Houari Boumediene et Erg Farradj), est un projet d'envergure jamais réalisé dans la région.

Ce projet hydraulique d'envergure de transfert des eaux albiennes du champ de captage de la zone de Boussir dans la région frontalière de Béni Ounif, en réalisation actuellement et qui a nécessité un financement de plus de 9 milliards de DA, va mettre un terme aux insuffisances en matière de distribution de l'eau au niveau des mêmes communes, de même qu'il permet une forte augmentation de l'offre en eau dans la région, à savoir 30 000 m<sup>3</sup>/jour, selon des techniciens de la DRE.

Les travaux en cours pour la concrétisation de ce projet, confiée à des entreprises nationales, sous le pilotage de l'Agence

nationale des barrages et des transferts (Anbt), permettra la réalisation, à la fin avril prochain, de 190 km de conduites, de trois stations de pompage et de deux grands réservoirs de 15 000 et 20 000 m<sup>3</sup>, qui seront alimentés à partir des forages précités, selon des responsables locaux du secteur.

Ce projet, qui est scindé en neuf lots pour permettre une intervention plus soutenue et rapide des entreprises réalisatrices et qui est accueilli favorablement par les populations de la région, vient aussi en application des mesures prises en mars 2018 par le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, qui avait insisté, lors d'une visite de travail dans la wilaya, en janvier dernier, sur la diversification des ressources hydriques pour l'AEP et ne pas dépendre exclusivement des eaux du barrage de Djorf Ettorba, qui restent une ressource aléatoire, dépendante de la pluviosité.

Ces 10 forages, avec une production de 250 litres/seconde, représentent 51% de la production moyenne de l'ADE en 2018 pour l'AEP de trois communes (Béchar, Kenadza et Abadla), tandis qu'en 2019, la production d'eau à partir de ces mêmes forages dépassera de 5% la mobilisation en eau des eaux superficielles durant l'année 2018, selon l'Agence nationale des ressources hydriques (Anrh).

Le champ de captage de ces forages s'étend sur une superficie de 2 773,67 km<sup>2</sup>, d'où la nécessité de création et de délimitation à l'avenir d'une zone protégée pour le maintien de la qualité des eaux de ce champ captant, a souhaité le directeur

régional de cette agence, Taha Ansari.

Auparavant, il a été procédé à une opération de rénovation et de modernisation du réseau de distribution de la commune de Béchar sur un linéaire de 233 km, pour permettre une meilleure alimentation en eau potable des habitants de la ville, ainsi que de mettre un terme aux fuites estimées à un million de m<sup>3</sup>/an par la direction locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

La rénovation de ce réseau s'est traduite par une amélioration sensible de la distribution et de la disponibilité de l'eau dans les foyers de cette commune de plus 300 000 habitants, qui faisait face à des perturbations désagréables en matière de distribution à cause, justement, de la vétusté de son réseau qui datait de la période coloniale, selon les responsables de l'ADE.

Actuellement, l'ensemble des 21 communes de la wilaya sont reliées à 99% au réseau de distribution de l'entreprise, avec une dotation réelle de 170 litres/jour/habitant, ce qui passe pour être l'une des meilleures offres en eau aux ménages dans le pays, a-t-on assuré à l'ADE.

En outre, le barrage de Djorf Ettorba, qui a une retenue de 365 millions de m<sup>3</sup> des eaux de l'oued Guir, fait l'objet d'une opération de prise en charge conséquente dans le but d'augmenter sa capacité de stockage additionnelle à 165 millions de m<sup>3</sup> pour atteindre un total de 530 millions de m<sup>3</sup>, au titre de la stratégie nationale de mobilisation des eaux superficielles, a indiqué le directeur général de l'Anbt.

L'augmentation des capacités de retenue de cet ouvrage hydraulique passe par des travaux, en cours, de dévasement du barrage lancés au début de février avec un délai de 32 mois, dans le cadre d'un programme de dévasement de 10 ouvrages similaires à travers le pays initié par le ministère des Ressources en eau. Ce qui permet d'extraire 5 millions de m<sup>3</sup> de vase du barrage à partir d'une profondeur de 16 mètres, a fait avoir M. Arezki Baraki, lors d'une récente visite au site. Un navire de dragage de fabrication nationale, mis au point pour la première fois dans le pays par une entreprise publique (Alieco, filiale de l'Enc), devra prendre en charge l'ensemble des travaux liés à cette opération de dévasement du barrage, pour un coût de 750 millions de DA, dégagee par le ministère des Ressources en eau, a précisé à l'APS, le premier responsable de l'Anbt.

En plus de cette opération de dévasement, des travaux d'élévation de sa principale retenue de 1,45 mètres, sera entamée prochainement avec un coût de 117 millions de DA, a-t-il également indiqué.

R. B.

Commune Grarem Gouga à Mila

## 162 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

Au total 162 foyers de la mechta Guttara dans la commune de Grarem Gouga au nord de Mila, ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans le cadre des festivités célébrant la Journée nationale du chahid (18 février), a-t-on constaté.

Cette opération, inscrite dans un programme de raccordement de 264 foyers de cette même mechta au réseau de gaz naturel pour un investissement de plus de 75 millions de DA, a été scindée en deux lots dont le premier a

ciblé 172 foyers (162 foyers déjà raccordés et le reste en cours), selon les explications fournies sur place au wali, M. Mohamed Amier qui a procédé à la mise en service de l'opération d'approvisionnement en gaz naturel.

Le deuxième lot concernant 92 foyers sera réceptionné dans «un délai de trois mois au plus tard», selon les explications communiquées par les responsables du secteur.

Avec l'entrée en service de ce premier lot, le taux de couverture en cette substance a atteint les

64,80% dans la commune de Grarem Gouga, alors que le taux de couverture à travers la wilaya a dépassé les 65%, selon le directeur local de l'énergie, Mohand-Chérif Braham.

La réalisation des différents projets de raccordement au réseau de gaz naturel programmée dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (Csgcl) pour le raccordement de plus de 10 000 foyers en cette substance énergétique, permettra à la wilaya d'atteindre un taux de couverture

de 75%, a ajouté le même responsable.

Le projet de la canalisation de transport du gaz naturel Hammala-Djimla (dans la wilaya de Jijel) en passant par six communes du nord de Mila, lancé en octobre 2018 permettra le raccordement de 13 000 foyers au réseau de gaz naturel, a encore ajouté le même responsable.

Selon le même responsable, 1 750 foyers à travers la wilaya de Mila seront raccordés au réseau de gaz naturel «avant la fin de l'année 2019» dans le cadre de

programmes sectoriels, en plus de 1 782 foyers qui seront raccordés en 2019 dans le cadre du budget de wilaya et 1 332 autres foyers qui seront alimentés en cette substance durant cette même période dans le cadre de budgets des communes.

Pour sa part, le chef de l'exécutif local a indiqué que les efforts se poursuivent pour prendre en charge les foyers qui n'ont pas été encore raccordés au réseau de gaz naturel, notamment dans les régions montagneuses.

R. R.

Festival national des arts et de la créativité de Constantine

# Les artisans face au dilemme de la commercialisation de leurs produits

Les exposants au 11e festival national des arts et de la créativité, "La main d'or" de Constantine qui se poursuit jusqu'au 20 février au palais de la culture Mohamed Laid El Khalifa, s'accordent à dire que la question de la commercialisation de leurs créations artistiques demeure "une préoccupation majeure".

**P**our beaucoup d'artisans, la commercialisation des produits «manque cruellement de visibilité» et à l'exception de quelques expositions épisodiques, l'artisan peine à vivre de son savoir-faire.

Interrogé par l'APS à ce sujet, le jeune artisan porcelainier venu d'Alger, Hamid Hadri ne s'en cache pas.

Ville d'Oran

## Réception de la plage artificielle "Les genêts" l'été prochain

■ La plage artificielle en cours d'aménagement au lieu-dit «Djoulaek» (Les falaises) sur la façade-est de la ville d'Oran sera réceptionnée l'été prochain, a-t-on appris de services de la wilaya.

Le taux d'avancement des travaux de ce projet touristique et de loisirs, premier du genre à l'Ouest du pays confié à une société turque (Makiol), a atteint 80 pour cent. Il sera mis en exploitation et ouvert aux estivants et visiteurs à la prochaine saison estivale. Ce projet dont une partie est financée sur budget de la wilaya (30 millions DA) comporte la réalisation d'espaces verts aux normes internationales, que des structures de repos et de divertissement dans un paysage naturel. Il se situe en prolongement de la voie d'évitement en direction du port sur 9 kilomètres des 24 km (33 milliards DA) devant contribuer à désengorger la ville d'Oran.

Un jardin en cours de réalisation au niveau de la pêche et le chemin menant vers le fort de Santa Cruz au mont Murdjajo, la mosquée «Ribat», le mausolée de Sidi Abdelkader sur les hauteurs d'Oran seront réceptionnés au courant de la saison estivale prochaine, a-t-on fait savoir.

H. T.

## Fête du tapis à Khenchela Plus de 40 exposants à la 9ème édition

■ Plus de 40 exposants prennent part à la 9ème édition de la fête du tapis qui se tient à la maison de la culture Ali Souai de la ville de Khenchela. Initiée conjointement par la direction de la culture et l'association culturelle «créativité», la manifestation réunit des exposants de plusieurs wilayas dont Oum El Bouaghi, Tébessa, Biskra, Batna, Tizi Ouzou et Khenchela.

La fête est une occasion pour mettre l'accent sur le savoir-faire traditionnel perpétué par la femme algérienne et contribuant à la création de richesses et à l'attraction touristique, a souligné le directeur de la culture, Abdelkader Djaalab. Pour le président de l'association culturelle «créativité», Aïssa Bouzekri, cette manifestation révèle la richesse de la tapisserie et des spécificités de chaque région. Il a également indiqué que la spécificité de l'actuelle édition est d'animer un atelier sur les techniques de teinture.

Le tapis de Babar, représentatif du patrimoine du Sahara des Nememcha, est à l'honneur durant la manifestation au travers de multiples modèles présentées par plusieurs associations locales. Entamées hier lundi, les activités de la fête du tapis se poursuivront pendant trois jours à la maison de la culture, selon les organisateurs.

S. T.



«Même si je suis arrivé à tisser ma propre clientèle au fil des nombreux événements artistiques auxquels j'ai participé, aujourd'hui j'ai beaucoup de mal à vivre de ma passion malgré tous mes efforts pour préserver un art authentique...» «j'œuvre tant bien que mal de faire découvrir ce legs atavique au plus grand nombre en prenant part à ce genre d'expositions qui a le double mérite de permettre aux artisans de vendre leurs créations et d'offrir aux artistes venus des quatre coins du pays l'opportunité d'échanger des idées et de discuter de leur situation» a-t-il ajouté.

Ce jeune artiste soutient que la solution de ce problème auquel est confronté un nombre incalculable d'artisans nationaux passe inéluctablement par «la relance de l'activité touristique avec pour objectifs de développer et exploiter tout le potentiel économique du secteur».

L'artisane Taous Tassine qui excelle par sa part dans l'art de la dinanderie décorative constantinoise avoue : «je ne possède aucun endroit qui me permette de pratiquer ma profession en toute sérénité» avant de poursuivre «la survivance de mon travail artistique est malheureusement tributaire de la tenue ou non de salons dédiés à l'artisanat que ça soit à Constantine où bien dans d'autres wilayas».

Si cette artiste reconnaît qu'elle a pu se créer et fidéliser son propre réseau de clients au cours de ses 15 années d'expérience, elle a exprimé le souhait de voir ce genre de manifestations culturelles s'inscrire dans la durée afin que ses pairs puissent écouler leurs produits et travailler davantage à la préservation du patrimoine.

Pour le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Constantine,

Naceredine Arab a déclaré que la chambre déploie «des efforts considérables» pour la préservation de ces métiers intrinsèquement liés à l'identité algérienne à travers la formation et la mise en place d'une batterie de mesures d'accompagnement.

Concernant la question de la commercialisation des produits artisanaux, ce responsable a fait savoir que la CAM œuvre à soutenir les artisans en organisant régulièrement tout au long de l'année des expositions, en plus d'y avoir spécialement consacré un espace à la cité Daksi Abdessselam au profit de près de 65 artisans. M. Arab a aussi évoqué les galeries de l'artisanat situées rue Abane Ramdane à Constantine expliquant que «les portes de ces galeries sont ouvertes à tous les artisans qui s'y relaient pour exposer leurs produits pendant tout un mois.»

S. Y.

Ouargla

## Vers l'ancrage de la culture de vente en soldes

**L'**ancrage d'une culture de vente en soldes à Ouargla figure parmi les objectifs du secteur, notamment à travers la sensibilisation, pour contribuer à promouvoir l'activité commerciale et préserver le pouvoir d'achat des ménages, a-t-on appris mardi auprès des cadres de la Direction locale du Commerce.

Cette démarche est principalement basée sur l'orientation et la sensibilisation autour de la pratique de ce type de vente saisonnière qui n'est pas encore ancrée à Ouargla, à l'instar de plusieurs wilayas du pays, non pas uniquement chez les commerçants mais aussi chez le consommateur, a affirmé à l'APS le chef du service de contrôle des pratiques commerciales à la Direction du Commerce.

Elle consiste à mettre en exergue les bienfaits et les avantages de la vente en soldes, permettant de donner une véritable opportunité aux commerçants pour dynamiser leurs activités commerciales et d'offrir

aux consommateurs l'opportunité de bénéficier de produits de bonne qualité à des prix réduits, a souligné Laid Rouabah.

Pour pouvoir pratiquer la vente en soldes, M. Rouabah a fait savoir qu'il est indispensable de demander une autorisation auprès de la Direction du Commerce, signalant que trois (3) autorisations «seulement» ont été accordées au profit d'opérateurs économiques dans la wilaya afin de participer à l'opération de vente en soldes retenue dans le cadre de la saison hivernale 2019, durant la période allant du 18 janvier au 28 février. Il s'agit de deux magasins de vêtements ainsi qu'une papeterie activant au chef lieu de wilaya, a-t-il dit.

Pour faire face à l'arnaque et à tout dépassement de la part des commerçants, les agents de la répression des fraudes relevant de la Direction du Commerce sont mobilisés pour multiplier les contrôles, indique M. Rouabah, précisant que des peines sont applicables à l'encontre des

commerçants contrevenant au règlement en vigueur, notamment ceux qui proposent des réductions sans l'obtention préalable de l'autorisation. L'opération de vente en soldes a été fixée par arrêtés du wali, en application des dispositions du décret exécutif n° 06-215 du 18 janvier 2006 fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au déballage, signale-t-on. Approchés par l'APS, de nombreux clients ont affiché leur profond regret à l'égard de pratiques frauduleuses de certains commerçants, surtout dans le cas de magasins de vêtements.

La plupart de ces magasins proposent de faux taux de réduction et de remise sur les articles, juste pour attirer la clientèle dans le but d'écouler d'autres marchandises plus chères, indique-t-on.

L. K.



# CONFLITS

Syrie

## Des camions transportant hommes, femmes et enfants quittent la poche de Daech

**Au moins 10 camions transportant des hommes, mais aussi des femmes et des enfants, ont quitté hier le village de Baghouz, où se trouve l'ultime poche du groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a constaté une journaliste de l'AFP.**



**D**epuis une position des Forces démocratiques syriennes (FDS) près du village de Baghouz, une journaliste de l'AFP a pu voir passer les camions-remorques sortant du village, avec à leur bord des dizaines d'hommes, certains dissimulant leur visage, des femmes en niqab et des enfants.

«Nous avons des unités spéciales pour évacuer les civils. Après plusieurs jours de tentatives, nous avons réussi à évacuer une premiè-

re vague aujourd'hui», a indiqué à l'AFP, un porte-parole des FDS, Moustafa Bali.

«Leur nombre n'est pas encore connu», a-t-il souligné, précisant que les personnes sorties sont transportées vers une des zones d'accueil des FDS, où elles sont soumises à des fouilles et des interrogatoires fouillés, pour permettre d'identifier les jihadistes potentiels.

«Nous ne savons pas si parmi eux se trouvent des jihadistes», a-t-il ajouté.

«Il y a toujours des civils à l'intérieur (du réduit jihadiste), nous pouvons les voir», a-t-il précisé.

Les FDS et la coalition internationale anti-EI accusent les jihadistes d'utiliser les civils comme «boucliers humains».

Le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), Rami Abdel Rahmane, a évoqué des «négociations» en cours entre les forces et l'EI pour obtenir une «capitulation» des jihadistes retrans-

chés. Il a évoqué un «accord aux contours encore vagues».

En 2014, l'EI avait conquis de vastes territoires en Syrie et en Irak, proclamant un «califat» sur un territoire vaste comme le Royaume-Uni. Il ne conserve plus qu'une poche de moins d'un demi-kilomètre carré dans le village de Baghouz.

Déclenchée en 2011, la guerre en Syrie a fait plus de 360 000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

AFP

Yémen

## Les troupes houthis sur le point de se retirer de certains ports

Le retrait des troupes du mouvement Ansarullah (houthis) de certains ports au Yémen serait imminent, a indiqué, mardi, le médiateur de l'ONU pour la région, Martin Griffiths, lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la trêve conclue en décembre en Suède.

«Avec le début, peut-être aujourd'hui ou demain, de l'application de l'accord (conclu dimanche), nous avons désormais l'opportunité de passer des promesses faites en Suède à l'espoir», a-t-il déclaré lors d'une vidéo-conférence retransmise depuis son QG à Amman.

«Les parties sont convenues de se redéployer dans un premier temps hors des ports de Saleef et Ras Issa. Cela sera suivi dans un deuxième temps par un redéploiement hors du port de Hodeida et de zones de la ville critiques pour l'aide humanitaire», a ajouté M. Griffiths.

L'ONU avait annoncé dimanche que les belligérants s'étaient mis d'accord sur les détails d'un redéploiement de combattants dans les trois ports, sans, toutefois, donner d'échéance. Ces ports situés dans l'ouest du Yémen sont tous sous le contrôle de troupes Houthis.

L'entrée en application de l'accord conclu dimanche «facilitera les accès aux entrepôts de Red Sea Mills», près de Hodeida, qui sont sous contrôle des forces gouvernementales, a aussi relevé l'émissaire de l'ONU, faisant part de son optimisme sur la suite du processus.

Depuis mars 2015, le conflit opposant le gouvernement soutenu par une coalition dirigée par l'Arabie Saoudite aux houthis a fait quelque 10 000 morts, selon un bilan partiel de l'Organisation mondiale de la santé.

H. K.

Jordanie

## 2,4 milliards de dollars alloués pour la prise en charge des réfugiés

La Jordanie et la communauté internationale ont approuvé un plan de soutien de 2,4 milliards de dollars pour la prise en charge des besoins des réfugiés syriens, a annoncé, mercredi, la ministre jordanienne de la Planification, Mary Kamal Kawar, citée par des médias locaux.

S'exprimant à l'ouverture des travaux de la 11e réunion du cadre de soutien à la crise syrienne, la ministre jordanienne a indiqué que le budget du plan de réponse aux besoins des réfugiés syriens s'élevait à 2,4 milliards de dollars de 2019, soulignant que ce plan «est considéré comme la seule référence pour déterminer les besoins de ces populations vivant dans le Royaume».

Mme Kamal Kawar a appelé, à l'occasion, la communauté internationale à fournir un financement «adéquat» en appuyant le plan de riposte jordanien pour 2019 et en accordant des subventions «suffisantes» pour répondre aux besoins «urgents» des Syriens, affirmant qu'il est «important» de recevoir un soutien international pour faire face aux attentes des réfugiés.

Elle a précisé, dans ce sillage, que la communauté internationale avait financé les plans d'aide aux réfugiés avec une enveloppe d'environ 1,6 milliard dollars en 2018, représentant environ 63,9% des besoins, contre 65% en 2017.

«Le plan d'intervention est conforme à la politique publique de la Jordanie en matière d'éducation, de moyens de subsistance, de santé et de protection, qui découle de la responsabilité morale de l'Etat envers les réfugiés syriens», a-t-elle, en outre, souligné.

Le plan de riposte jordanien face à la crise syrienne de 2019 a été élaboré conjointement par des représentants de tous les ministères et institutions connexes, d'organisations des Nations unies, de pays donateurs et d'organisations non gouvernementales (ONG), a fait savoir, par ailleurs, la ministre jordanienne.

R. K.

## Lavrov souligne la nécessité d'éliminer le terrorisme en Syrie

**L**e ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé hier la nécessité d'éliminer le terrorisme en Syrie et d'y trouver une solution politique à la crise syrienne.

Dans une allocution prononcée mercredi à Moscou, Lavrov, cité par la presse, a mis l'accent sur l'importance du processus d'Astana et des résultats du dialogue national inter-syrien pour parvenir à un règlement politique de la crise en Syrie.

Le président russe, Vladimir Poutine, a indiqué lors d'une rencontre la semaine dernière avec ses homologues turc et iranien à Sochi, en Russie, que «la Russie, la Turquie et l'Iran aideront la Syrie à créer un comité destiné à réaliser des réformes constitutionnelles dans le pays».

«Nous sommes convenus de travailler de concert pour aider le comité constitutionnel à commencer au plus vite son travail, un travail qui consistera à réfléchir aux aspects fondamentaux des futures institutions d'Etat de Syrie», a

déclaré M. Poutine dans une conférence de presse, à l'issue de pourparlers trilatéraux consacrés au règlement de la crise syrienne.

La Russie, la Turquie et l'Iran sont les garants de l'accord de cessez-le-feu en Syrie, et jouent un rôle de médiateurs dans le processus de paix syrien depuis 2016.

M. Poutine a indiqué que les trois pays garants avaient contribué à créer des conditions favorables à une transition vers le développement pacifique en Syrie.

«Nous sommes convaincus qu'une stabilité durable en Syrie ne pourra être atteinte que par des moyens politiques et diplomatiques, conformément à la Résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU et avec un strict respect des principes d'unité, de souveraineté et d'intégrité territoriale du pays», a-t-il affirmé. M. Lavrov a estimé, lors de son allocution, que la ligne non constructive par certains pays ne verse pas dans l'intérêt de la sécurité et la stabilité mondiale,

assurant que l'action commune sur la base du droit international est le seul moyen de régler les crises internationales.

Le ministre russe des Affaires étrangères a affirmé mardi que les Etats-Unis «interdisent» à leurs alliés d'investir dans la reconstruction des territoires qui sont sous contrôle du gouvernement syrien, mais encouragent les investissements dans les zones à l'est de l'Euphrate en vue d'y créer une sorte d'Etat. «Leur objectif, et cela devient de plus en plus évident, est de diviser la Syrie et de créer sur la rive est un quasi Etat, ils y investissent déjà leurs moyens, et notamment ils forcent leurs alliés à payer l'aménagement de cette partie de la Syrie», a ajouté M. Lavrov.

Dans le même contexte, le ministre russe a fait remarquer que Washington «interdisait» à ses alliés d'investir dans la reconstruction de l'infrastructure dans le reste de la Syrie, qui se trouve sous contrôle du gouvernement syrien.

R. T.

Afghanistan

## Six civils tués dans l'explosion d'une mine

**S**ix civils ont été tués après qu'un véhicule eut heurté une mine terrestre placée par des Talibans dans la province de Laghman, dans l'est de l'Afghanistan, a annoncé mercredi le gouvernement provincial. «L'incident s'est produit à la mi-journée dans

la localité de Surkhakan, dans le district de Qarghai, et le véhicule a été détruit par l'explosion. Les proches des victimes en ont été informés après l'incident», a précisé le gouvernement dans un communiqué, qui a, par ailleurs, accusé les taliban d'être responsables de l'attaque.

Les taliban utilisent régulièrement des engins explosifs improvisés (EEI) pour fabriquer des bombes placées en bordure de route et des mines antipersonnel visant les forces de sécurité, mais ces armes mortelles de confection artisanale infligent également des pertes aux

civils. Le gouverneur de la province, Mohammad Asif Nang, a condamné la pose d'un engin piégé le long de cette route poussiéreuse et a chargé les forces de sécurité de rechercher et de traduire les coupables en justice, ajoute le communiqué.

H. Y.



Nigeria

# "Plus de 130" morts dans une attaque dans le nord-ouest

L'Etat de Kaduna est souvent victime d'attaques de groupes armés, dans cette région particulièrement instable où s'affrontent des bandits voleurs de bétail ou des groupes religieux extrémistes.



Le bilan de l'attaque lancée la semaine dernière par des hommes armés dans le nord-ouest du Nigeria est passé à plus de 130 morts, a annoncé le gouverneur de l'Etat de Kaduna, évoquant un mobile ethnique.

"Les dernières informations dont nous disposons font état de plus de 130 personnes tuées", a déclaré le gouverneur Nasir El-Rufai à l'issue d'une réunion du président nigérian Muhammadu Buhari avec des chefs militaires et des responsables de la sécurité.

Le chef de la police de l'Etat de Kaduna, Ahmad Abdulrahman, qui a participé à

cette réunion, a annoncé que onze personnes avaient été arrêtées.

Le bilan précédent de l'attaque contre huit villages du district de Kajuru annoncée vendredi était de 66 morts.

"Le gouvernement demande aux leaders communautaires, traditionnels et religieux dans ce district d'éviter toute vengeance et de faire confiance aux forces de sécurité et à la justice pour retrouver les criminels", avait alors demandé M. El-Rufai.

Un représentant de la communauté chrétienne adara, majoritaire dans la région, a déclaré à l'AFP qu'il y avait eu des attaques répétées lancées par des Peuls musulmans au

cours des trois dernières années.

Au cours du week-end, le gouverneur avait déclaré que les victimes étaient des Peuls. Mais la communauté chrétienne a démenti qu'il y ait eu des attaques contre les Peuls.

L'Etat de Kaduna est souvent victime d'attaques de groupes armés, dans cette région particulièrement instable où s'affrontent des bandits voleurs de bétail ou des groupes religieux extrémistes.

Toute l'année 2018 a été marquée par de nombreux incidents dans les Etats de Zamfara, Kaduna et Katsina, où des bandes organisées sèment la panique et pratiquent les enlè-

vements de masse contre rancs.

Le Nigeria, géant de 190 millions d'habitants se prépare à voter samedi, avec une semaine de retard, pour élire un nouveau président.

Kaduna avait été le foyer de très grandes violences électorales en 2011, où des centaines de chrétiens avaient été tués après la défaite du candidat musulman, l'ex-général Muhammadu Buhari, face au chrétien Jonathan Goodluck.

Désormais président, M. Buhari affrontera samedi Atiku Abubakar, autre Haoussa du Nord, pour un scrutin qui s'annonce particulièrement serré et sous tension.

AFP

Madagascar

## Trois quarts de la population perçoivent une corruption grandissante dans le pays

Plus de 76% de la population Malgache perçoivent une corruption grandissante à Madagascar, selon les résultats d'une enquête d'Afrobaromètre, publiés mardi à Antananarivo.

Le sondage a été réalisé sur un échantillon de 1 200 à 1 400 adultes de janvier à mars 2018. L'enquête a révélé que "pour 44% de la population, ce sont les policiers et les gendarmes, mais aussi les juges et les magistrats qui sont les plus corrompus à Madagascar".

Effectuée par le cabinet d'études COEF Ressources pour Afrobaromètre International, l'enquête a démontré qu'environ 70% des citoyens ont peur de signaler des actes de corruption, comme le mauvais usage des fonds ou la réclamation des pots-de-vin par des agents du gouvernement ou de la police, ou le personnel d'appui dans les écoles et les hôpitaux.

"Les citoyens ordinaires signalant des faits de corruption risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils en parlent", a dit mardi Désiré Razafindrazaka, directeur de COEF Ressources, pendant la dissémination des résultats de l'enquête.

Parmi les Malgaches qui ont un contact avec les services gouvernementaux, 41% qui ont eu affaire à la police ont versé un pot-de-vin pour éviter des difficultés et 34% ont également versé pour avoir une assistance policière, a affirmé M. Razafindrazaka.

Par ailleurs, l'enquête Afrobaromètre a démontré que presque 90% des Malgaches pensent avoir de grandes chances d'être entendu s'ils signalent un acte de corruption auprès du bureau indépendant anti-corruption (BIANCO).

Laetitia Razafimamonjy, coordinatrice de projet sur l'enquête Afrobaromètre à Madagascar, a conclu que "Madagascar est en proie à des phénomènes de corruption grandissante et cela concerne notamment les autorités administratives et judiciaires, les premiers qui sont pointés du doigt".

Selon le rapport mondial sur l'indice de perception de la corruption 2018 (IPC) publié par Transparency International en février 2019, Madagascar se trouve au 152e rang sur 180 territoires dans le monde.

Bilal L.

Bissau

## Nomination d'un nouveau ministre de l'Intérieur

Le président bissau-guinéen José Mario Vaz a nommé Edmundo Mendes ministre de l'Intérieur.

Ancien procureur (2011-2012) et professeur de Droit à l'Université Amílcar Cabral, M. Mendes (46 ans) a été nommé ministre de l'Intérieur au poste laissé vacant par le limogeage en novembre de Mutaro Djalo, au lendemain de la répression d'une manifestation d'étudiants.

Il s'agit d'une nomination de consensus, réclamée par les partis politiques et la société civile qui craignent des violences pendant la campagne électorale pour les élections législatives du 10 mars.

M. Mendes aura notamment la tâche de garantir la sécurité de tous les candidats en pleine campagne électorale et de veiller à la conclusion de la révision des listes électorales.

Le 14 février, 20 des 21 partis en lice ont signé un "Pacte de stabilité" dans lequel ils s'engagent à recourir aux voies légales en cas de contestation ou encore à éviter les "attaques verbales ou l'utilisation de la force" pendant la campagne.

R. Z.

Côte d'Ivoire

# Le dirigeant du premier syndicat des professeurs d'universités écroulé

La justice ivoirienne a inculpé et écroulé mardi à Abidjan le dirigeant du premier syndicat des professeurs d'universités publiques de Côte d'Ivoire, Johnson Zamina Kouassi, pour "troubles à l'ordre public", a-t-on appris de source syndicale.

"Le camarade Johnson Zamina Kouassi, secrétaire général et porte-parole de la Coordination nationale des enseignants-chercheurs (Cnec), a été déféré à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (Maca) pour troubles à l'ordre public et politique, séquestration, flagrant délit, injures" a expliqué Théodore Gnagna Zadi, président de la plateforme qui regroupe une cinquantaine de syndicats de fonctionnaires, cité par l'agence AFP.

"Nous allons nous mobiliser pour faire face à cette situation qui bafoue les libertés syndicales", a réagi M. Zadi.

Il avait annoncé auparavant l'arrestation du syndicaliste lundi, menaçant de rompre

la "trêve sociale" qui règne dans le pays depuis 2017. Il avait dénoncé une "violation des libertés syndicales en Côte d'Ivoire".

Pour M. Zadi, meneur d'une importante grève de la fonction publique ivoirienne en 2017, "cette arrestation abusive suspend une trêve sociale" signée en août 2017 entre le gouvernement et les syndicats.

La grève des professeurs de l'université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, la principale de Côte d'Ivoire, est entrée lundi dans sa cinquième semaine. Outre l'arrestation de deux enseignants, le conseil de discipline de l'université en a exclu quatre, dont le responsable de la Cnec, pour des "violences" perpétrées à la présidence de l'université.

Sept autres professeurs ont été suspendus de toute activité académique pour "six à douze mois".

"C'est du jamais vu dans le monde universitaire en Côte d'Ivoire", avait dénoncé lundi M. Kouassi, avertissant qu'une "telle

mesure va exacerber la grève. Nous allons durcir le mouvement".

La Cnec a annoncé, il y a plus d'une semaine, "un an de grève" à l'université d'Abidjan, pour exiger l'annulation des sanctions disciplinaires.

Ces grèves, qui touchent également les enseignants des écoles primaires et secondaires, paralysent tout le système éducatif du pays.

L'université Félix Houphouët-Boigny compte 60.000 étudiants et 2.300 professeurs, selon les chiffres de la Cnec, qui se présente comme indépendante et premier syndicat chez les professeurs du supérieur.

Les grèves dans le secteur public sont récurrentes en Côte d'Ivoire depuis deux ans, malgré la signature en août 2017 d'une trêve sociale de cinq ans moyennant le paiement sur plusieurs années d'arriérés de salaires pour environ 130.000 fonctionnaires, soit 70% des effectifs de la fonction publique.

R. A.

Venezuela

# L'armée déterminée à empêcher l'entrée de l'aide

**Les militaires fidèles au président Nicolas Maduro se disent déterminés à défendre «l'intégrité territoriale» du Venezuela, face aux milliers d'opposants qui se préparent à converger vers les frontières dans le but de faire entrer l'aide humanitaire stockée aux portes du pays.**

**A** l'appel de Juan Guaido, reconnu président par intérim par une cinquantaine de pays, quelque 700 000 volontaires, selon l'opposition, ont l'intention de se rendre à bord d'autocars le 23 février aux postes-frontière pour prendre livraison de l'aide humanitaire envoyée par les Etats-Unis et le Brésil. On ignore toutefois comment ils espèrent déjouer le blocus des militaires.

Les présidents colombien, Ivan Duque et chilien Sebastian Piñera, parmi les premiers à reconnaître Juan Guaido, ont prévu de se rendre vendredi dans la ville colombienne frontalière de Cucuta pour afficher leur soutien à l'opération. Plusieurs dizaines de tonnes de vivres et de médicaments envoyées par les Etats-Unis sont stockées dans cette ville, près du pont frontalier de Tienditas barré par les autorités vénézuéliennes.

«Les présidents à la botte des yankees comme ceux de Colombie et du Chili, qui encouragent la provocation et la violence contre le Venezuela, sont en train d'appeler à prendre d'assaut la frontière du Venezuela samedi prochain», a réagi M. Maduro.

Qualifiant M. Guaido de «clown qui dit être président par intérim», il l'a mis au défi de «convoquer des élections» pour «renverser la situa-



tion avec le vote du peuple».

## Frontières fermées

Les militaires ont réaffirmé mardi leur «loyauté sans faille» envers Nicolas Maduro. Ils rejettent obstinément les appels à désavouer le dirigeant socialiste lancés par Juan Guaido et le président américain Donald Trump.

Ils ont également annoncé la fermeture de la frontière maritime avec les îles néerlandaises d'Aruba, Bonaire et Curaçao, situées au large du Venezuela. Un avion en provenance de Miami chargé d'aide humanitaire est attendu à Curaçao.

Le ministre de la Défense, Vladimir Padrino, entouré du haut-commandement militaire, a assuré que l'armée ne céderait pas au «chantage». Il a qualifié de «tissu de mensonges» la présentation par Donald Trump et Juan Guaido de

«cette prétendue aide humanitaire» comme un sujet de confrontation entre civils et militaires vénézuéliens. «L'armée restera déployée et en alerte le long des frontières pour empêcher toute violation de l'intégrité du territoire», a averti le ministre.

Juan Guaido a envoyé mardi un message sur Twitter à chacun des chefs militaires des régions frontalières: «Le 23 février, vous devez choisir entre servir Maduro et servir la Patrie», leur a-t-il écrit.

Il a également demandé à ses partisans d'écrire à chaque soldat «en argumentant, sans violence, sans insulte» pour expliquer les «raisons pour lesquelles ils doivent se ranger derrière les millions (de Vénézuéliens) qui demandent l'entrée de l'aide».

Jusqu'à présent, seuls quelques responsables militaires se sont ralliés à Guaido, pour la plupart des

officiers subalternes ou n'exerçant aucun commandement. Dernier en date: un conseiller militaire adjoint du Venezuela à l'ONU, le colonel Pedro José Chirinos, qui s'est déclaré hier «en désobéissance totale et absolue face au gouvernement illégalement constitué de M. Nicolas Maduro» dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux.

## Aide disponible au Brésil

Samedi, le Brésil va également mettre à disposition de l'aide humanitaire à Boa Vista et Pacaraima (nord) «en coopération avec les Etats-Unis».

Des aliments et médicaments seront disponibles pour être collectés «par le gouvernement (autoproclamé) de Juan Guaido, par des camions vénézuéliens conduits par des Vénézuéliens», a précisé le porte-parole de la présidence brésilienne, Otavio Régio Barros.

L'entrée d'aide venue des Etats-Unis est un sujet extrêmement sensible au Venezuela, même si le pays est en proie à des pénuries qui ont poussé à l'exil plus de deux millions de Vénézuéliens depuis 2015, selon l'ONU.

Nicolas Maduro voit dans l'aide humanitaire les prémices d'une intervention militaire américaine, et rejette la responsabilité des pénuries sur les sanctions de Washington.

- Concerts -

Après une rencontre avec Juan Guaido mardi, les ambassadeurs de France, du Royaume-Uni, d'Italie, d'Espagne et d'Allemagne, ont annoncé 18 millions dollars d'aide, outre l'envoi par la France de 70 tonnes de médicaments et de vivres. Nicolas Maduro a annoncé l'acheminement mercredi de 300 tonnes de médicaments achetés à la Russie, alliée de Caracas, en plus des 933 tonnes achetées récemment à la Chine, la Russie et Cuba.

Juan Guaido a choisi la date symbolique du 23 février pour l'entrée de l'aide, un mois tout juste après son autodéclaration comme président par intérim, à la suite de la décision du Parlement de déclarer Nicolas Maduro comme «usurpateur» considérant qu'il a été réélu frauduleusement.

Vendredi, un concert pro-Guaido avec des artistes internationaux est prévu à Cucuta, financé par le milliardaire britannique Richard Branson. Un autre concert, organisé par le pouvoir chaviste, aura lieu au même moment, côté vénézuélien.

Mardi, le musicien britannique Roger Waters, un des fondateurs du groupe Pink Floyd, a critiqué le concert organisé par le fondateur du groupe Virgin, qui, selon lui, «n'a rien à voir avec l'aide humanitaire», mais «avec le fait que Richard Branson a pris pour argent comptant ce que disent les Etats-Unis» sur la situation au Venezuela.

AFP

## Le calvaire des malades face aux pénuries de médicaments

■ Ils souffrent d'une grippe ou d'un cancer et le temps joue contre eux: au Venezuela, où le manque de médicaments couplé à l'hyperinflation peut se révéler une potion mortelle, les malades vivent avec anxiété la polémique autour de l'entrée de l'aide humanitaire.

Dans les hôpitaux publics, 90% des produits médicaux nécessaires font défaut et presque tous les laboratoires publics ont fermé, selon une enquête nationale menée par l'ONG «Médecins pour la santé» conjointement avec le Parlement, unique institution contrôlée par l'opposition. Aucun chiffre officiel n'a été divulgué par le gouvernement depuis trois ans.

L'opposant Juan Guaido, reconnu président par intérim par une cinquantaine de pays, a promis que l'aide humanitaire stockée depuis une dizaine de jours à la frontière avec la Colombie, entrerait coûte que coûte dans le pays, malgré le refus du président Nicolas Maduro qui y voit les prémices d'une intervention militaire américaine.

Yacquelina Plaza, une infirmière de 53 ans, espère que l'aide va devenir «réalité».

Mauricio Guitérrez, malade du sida depuis 27 ans, exige qu'elle ne soit pas utilisée à des fins de «prosélytisme politique».

La fille de Susana Alvarez aimait les papillons, c'est pour cela qu'elle s'en est fait tatouer un sur l'épaule après le décès de la fillette en 2016, à l'âge de cinq ans.

Atteinte d'une tumeur au cerveau, elle a été traitée par chimiothérapie, mais a rechuté. En raison du manque de matériel à l'hôpital pour enfant J.M de los Rios, à Caracas, il n'a pas été possible de lui faire une biopsie.

## Etagères vides

Grâce à ses économies et à des dons, la famille a eu recours à une clinique privée. Mais le résultat, qui a révélé un lymphome, est arrivé 50 jours plus tard, «lorsque nous revenions du cimetière», raconte Susana à l'AFP. «Peut-être que si les analyses avaient été faites plus efficacement, l'issue aurait été différente», dit-elle.

Au laboratoire de la Banque du sang de Caracas, des dizaines d'échantillons ont attendu pendant des mois l'arrivée d'un pro-

duit réactif pour les analyser. Des patients sont morts sans savoir ce qu'ils avaient, d'autres ont été forcés de reporter des opérations.

«Avant, nous pouvions traiter entre 500 et 600 cas par mois, aujourd'hui zéro», déplore Marion Echenagucia, responsable du laboratoire qui, il y a encore trois ans, traitait des échantillons venus de tout le pays.

Marion et sa collègue Maria sont désormais seules. «Les autres ont émigré», comme les 2,3 millions de Vénézuéliens qui se sont exilés depuis 2015, selon l'ONU.

«Cela me fait pleurer» de voir les patients repartir la tête basse, raconte Maria au milieu des machines éteintes et des étagères vides.

Après un pénible voyage de deux heures depuis Rio Chico, à 130 km de Caracas, Eurydice Alexandro a reçu des médicaments. Mais pour un seul de ses deux enfants, âgés de 5 et 7 ans, tous deux hémophiles.

- «Il n'y a rien» -  
Jusqu'à présent, ils recevaient sans faute de l'Etat un médicament coûteux à prendre à vie. Désormais, les médecins répartissent le peu

qui leur parvient entre les patients les plus à risques. S'ils ne consomment pas le traitement, «une hémorragie à l'estomac peut causer la mort», explique Eurydice, 34 ans.

Dans sa glacière, quelques doses destinées à son plus jeune fils. «C'est terrible de rentrer chez moi sans les médicaments pour mon autre fils», confie-t-elle dans un sanglot.

David Becerra peine à bouger à cause d'un Parkinson mal traité. Enseignant à la retraite, il menait une vie active, mais faute de traitement, il est de plus en plus prostré.

Sa femme Yamilet, désespérée, a vendu leur voiture pour commander des médicaments à des parents ou connaissances à l'étranger. «Nous n'avons plus d'argent», se désole-t-elle.

Quelque 18 000 patients atteints de la maladie de Parkinson au Venezuela n'ont pas accès à un traitement qui coûte entre 400 et 600 dollars par mois. Le salaire minimum plafonne à 6 dollars. Et «même si vous avez de l'argent, vous ne pouvez pas en obtenir», car «il n'y a rien», dit Yamilet.

AFP



# Bernie Sanders, candidat à la présidentielle 2020, veut croire à la victoire

**Le sénateur indépendant, Bernie Sanders, candidat malheureux aux primaires démocrates de 2016 face à Hillary Clinton, s'est relancé mardi dans la course à la Maison-Blanche, avec en ligne de mire, Donald Trump.**

**E**n annonçant mardi son intention de briguer l'investiture démocrate à l'élection présidentielle, le sénateur du Vermont n'a pas caché son ambition: la victoire, face au président le plus dangereux dans l'histoire moderne américaine selon lui.

«Nous allons gagner», a-t-il dit à un journaliste de la chaîne CBS l'interrogeant sur la différence entre sa campagne de 2016 et celle à venir.

Bernie Sanders, 77 ans, visage désormais très connu de la politique américaine, est l'un des favoris parmi la dizaine de candidats qui se sont déjà lancés dans la course démocrate pour déloger le 45e président américain de la Maison-Blanche.

Ce natif de Brooklyn, aux idées nettement marquées à gauche, qui assume l'étiquette «socialiste», a attaqué féroce-ment le milliardaire républicain en annonçant sa candidature.

Donald Trump est un «menteur pathologique», a tancé ce pourfendeur de Wall Street lors d'un entretien avec une radio du Vermont, Etat du nord-est du pays, à laquelle il avait réservé son annonce.

«C'est un raciste, un sexiste, un homophobe, un xénophobe, quelqu'un qui grappille des gains politiques à bon marché en

tentant de s'en prendre aux minorités, souvent des immigrants sans papiers», a tonné Bernie Sanders.

«Nous avons besoin d'un président qui comprenne que le changement climatique est réel, est une menace existentielle pour notre pays et pour notre planète», a également lancé M. Sanders dans une vidéo d'une dizaine de minutes. Une attaque frontale contre le président républicain, climato-sceptique, qui a retiré les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat.

«Je souhaite bonne chance à Bernie», lui a répondu Donald Trump depuis le Bureau ovale. «Personnellement, je pense qu'il a laissé passer sa chance, mais j'aime bien Bernie», a-t-il ajouté, notant même des points communs sur la question des échanges commerciaux.

## «Révolution politique»

Lorsqu'il s'est présenté aux primaires démocrates en 2016, Bernie Sanders faisait figure d'outsider, avant de tenir la dragée haute à Hillary Clinton. Celle-ci l'avait finalement emporté aux primaires, avant d'être in fine battue par Donald Trump.

La campagne de Bernie Sanders avait suscité un engouement important, notamment auprès des jeunes, avec des idées vues à l'époque comme radicales mais aujourd'hui défendues par d'autres démocrates, comme la benjamine du Congrès Alexandria Ocasio-Cortez, ancienne de la campagne Sanders de 2016, et bon nombre de candidats actuels à la primaire.

Couverture santé universelle, université publique gratuite et salaire minimum à 15 dollars: Bernie Sanders relève que beaucoup de ses promesses de 2016 sont maintenant «très très populaires».

La réponse du camp Trump, qui agit le mot «socialisme» comme un épouvan-

tail, a fusé mardi matin.

«Bernie Sanders a déjà gagné le débat à la primaire démocrate parce que chaque candidat adopte son modèle de socialisme», que les Américains «vont rejeter», a écrit l'équipe de campagne de Trump pour 2020.

Preuve que la course est bien lancée, de nouveaux recrutements ont été annoncés dans l'équipe devant mener le président républicain vers sa réélection face à des candidats démocrates au «programme extrême».

## Longue route

Mais la route est longue vers le 1600 Pennsylvania Avenue à Washington.

La popularité des idées progressistes de Bernie Sanders, qui appelle au renouvellement des élites, risque de se heurter à son profil, un septuagénaire blanc déjà candidat en 2016 alors que les autres prétendants affichent cette fois une grande diversité.

Certains militants du mouvement #MeToo avaient même condamné d'avance sa candidature, après que certaines des employées de sa campagne 2016 eurent indiqué avoir été sexuellement harcelées par des collègues plus âgés. Bernie Sanders a présenté des excuses début janvier tout en assurant ne pas avoir été au courant des faits à l'époque.

L'homme aux cheveux blancs rebelles et au crâne dégarni, qui demeure populaire au sein des démocrates, a été élu à la Chambre des représentants de 1990 à 2006 avant de devenir sénateur. Il a été confortablement réélu en novembre. La candidature d'un autre poids lourd démocrate, Joe Biden, ancien vice-président de Barack Obama, est également attendue.

AFP

## L'effet Bernie Sanders : cap à gauche chez les démocrates américains

■ Entre 2016 et 2020, le contraste est flagrant dans la course à la Maison-Blanche. Aspirant pour la seconde fois à décrocher l'investiture démocrate, le sénateur indépendant Bernie Sanders se retrouve aujourd'hui face à de nombreux candidats reprenant des propositions naguère dépeintes comme trop radicales. Système de santé universel, salaire minimum augmenté à 15 dollars de l'heure, université publique gratuite, impôts sur les grandes fortunes et lutte «féroce» contre le changement climatique...

«Lors de notre campagne en 2016, on nous avait dit que nos idées étaient «radicales» et «extrêmes», que les Américains ne les «accepteraient jamais», a proclamé le sénateur de 77 ans, en annonçant sa candidature mardi. «Eh bien trois ans ont passé, et toutes ces politiques et bien plus sont désormais soutenues par une majorité d'Américains».

«Ce profond changement va au-delà d'une simple réaction à la présidence de Donald Trump», analyse Dante Scala, professeur de sciences politiques à l'université du New Hampshire. «Dans un sens, c'est la grande récession que nous venons de traverser qui résonne encore à travers la vie des Américains. Trump en est un des résultats. Sanders en est un autre», poursuit-il à propos de la grande crise économique démarrée en 2008. Le parti démocrate a donc évolué «en partie pour cette raison».

La démocrate victorieuse face à Bernie Sanders en 2016, Hillary Clinton, jugeait par exemple impraticable l'idée d'un système d'assurance-maladie à l'européenne, imposé à tous. Mais de nombreux candidats démocrates déjà lancés dans la course à la présidentielle de novembre 2020 ont adopté cette proposition. Bernie Sanders et la progressiste, Elizabeth Warren, connue de longue date aux Etats-Unis pour sa lutte contre les géants de Wall Street, plaident aussi pour un net renforcement de l'imposition sur les très grandes fortunes.

## De nombreux «imitateurs»

Déjà, les élections parlementaires de novembre 2018 avaient confirmé ce virage à gauche, souligne James Thurber, professeur de sciences politiques à l'American University. «Beaucoup de nouveaux parlementaires démocrates ont été élus sur un programme comprenant un système de santé universel et plus de soutien pour l'enseignement supérieur» public.

Les démocrates ont repris la majorité à la Chambre basse après ce scrutin, tandis que les républicains ont gardé le contrôle du Sénat. Et le groupe rassemblant les parlementaires les plus progressistes, justement cofondé par Bernie Sanders dans les années 1990, affiche désormais un nombre record de membres.

Parmi ces nouveaux élus, la benjamine du Congrès Alexandria Ocasio-Cortez n'hésite pas à se décrire comme une «socialiste», un mot jusqu'à récemment encore explosif, quasi synonyme de «communiste».

Le président républicain Donald Trump a d'ailleurs fait allusion à ce virage à gauche pour attaquer les démocrates en matraquant les périls, selon lui, du «socialisme».

Mais les temps ont changé. Loin de rougir de ce mot, le jeune candidat à la primaire démocrate Pete Buttigieg, maire d'une petite ville de l'Indiana, a estimé récemment qu'on ne pouvait plus «simplement tuer le débat sur des propositions en disant que c'est du «socialisme»». Si nombre de démocrates visant la présidentielle de 2020 sont cette fois nettement ancrés plus à gauche, «plusieurs vont tenter de faire campagne au centre», tempère James Thurber.

C'est le cas d'Amy Klobuchar, sénatrice du Minnesota, où les bastions miniers se sont laissés séduire par Donald Trump en 2016. L'université gratuite ? «Si j'avais des pouvoirs magiques et que je pouvais la donner à tout le monde, je le ferais, mais je me dois de dire la vérité», a-t-elle déclaré ce week-end.

Encore attendu dans la course, l'ancien vice-président Joe Biden devrait aussi, s'il se lance, occuper une voie plus centrée.

Quant à Kamala Harris, elle a tenu à le dire ce week-end: «Je ne suis pas socialiste». Les idées de Bernie Sanders «marquent désormais une ligne de division parmi les candidats à la primaire démocrate», juge Dante Scala.

«Le fait qu'il ait maintenant autant d'imitateurs est un signe de son succès. Mais cela représente aussi évidemment un danger pour sa candidature en 2020», avance-t-il. Le sénateur du Vermont pourrait voir «ses idées gagner, mais pas lui».

AFP

Brésil

# Carlos et ses frères, les "pitbulls" de Bolsonaro

Ils ne font pas partie du gouvernement, mais leur influence est telle qu'ils ont fait tomber un ministre: les fils du président Jair Bolsonaro exercent un pouvoir parallèle inédit au Brésil et qui en incommodent beaucoup.

Surnommé le «pitbull» par son propre père, Carlos Bolsonaro, 36 ans, deuxième de la fratrie et conseiller municipal de Rio de Janeiro, a obtenu la tête du ministre Gustavo Bebianno.

C'est le premier membre du gouvernement à être éjecté, après seulement 49 jours à la tête du ministère du Secrétariat de la Présidence.

La morsure fatale a pris la forme d'un tweet assassin: le «fils numéro 2», comme il est également surnommé, avait tout bonnement traité le ministre de menteur, le 13 février.

Ex-président du Parti social libéral, la formation du chef de l'Etat et de ses trois premiers fils, M. Bebianno était pourtant considéré comme un homme de confiance du président.

Mais il a été éclaboussé par un scandale de candidats fantômes qui auraient bénéficié de financements publics lors des législatives d'octobre.

Pour tenter de minimiser la crise, il avait affirmé avoir parlé plusieurs fois avec le président depuis.

Carlos Bolsonaro, chargé de la stratégie de son père sur les réseaux sociaux durant la campagne, a sauté sur l'occasion, démentant sur Twitter tout contact entre le ministre et le président. Pour preuve, un enregistrement audio de son père qui l'affirme avec force. Le couperet est tombé lundi sur M. Bebianno, non sans atteindre l'image du gouvernement.

## Plutôt Brutus que Richelieu

Les passes d'armes avaient débuté des mois auparavant, le «pitbull» ayant déjà salué



par des grognements sur les réseaux sociaux la nomination de Gustavo Bebianno à un poste-clé au sein du palais présidentiel.

«Comme il a obtenu le résultat escompté, on peut dire que Carlos Bolsonaro a marqué des points. Mais en fait, le gouvernement en a perdu bien plus, parce que les conflits internes ont été exacerbés», estime Geraldo Monteiro, politologue à l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro.

Le gouvernement Bolsonaro est composé de plusieurs noyaux hétéroclites «qui fonctionnent selon des logiques différentes et défendent leurs intérêts propres», dit-il.

On retrouve des militaires (huit sur 22 ministres), des économistes ultra-libéraux,

des ultra-conservateurs sur les questions de société ou des personnalités plus expérimentées en politique, comme Gustavo Bebianno, censées faciliter le dialogue avec le Parlement.

Mais pour Geraldo Monteiro, le «noyau familial», bien qu'il ne soit pas représenté au sein du gouvernement, «reste celui qui jouit de la plus grande confiance du président».

Le célèbre écrivain Ruy Castro a écrit dans le journal Folha de S. Paulo que Carlos Bolsonaro, qui doit se voir «tel Richelieu», éminence grise du monarque, «rappelle plutôt Brutus», qui pourrait entraîner sa chute.

## Poulain de Steve Bannon

Le style de Carlos est agressif ? il a traité les médias de «cochons». Et selon le quotidien O Globo qui a étudié 500 de ses tweets, 72% contenaient des attaques.

Mais il n'est pas le seul fils du président à faire parler de lui.

Si l'aîné Flavio, sénateur de 37 ans, a été contraint de faire profil bas en raison de transactions suspectes qui ont empoisonné le début du mandat présidentiel, le troisième, Eduardo, député de 34 ans, est tout aussi actif sur les réseaux sociaux. Son domaine de prédilection: les relations internationales. Il aurait fortement influencé le choix controversé comme ministre des Affaires étrangères du pro-Trump Ernesto Araujo.

Début février, il a été choisi par Steve Bannon, ancien stratège du président américain, pour être un des leaders de The Movement (Le Mouvement), une fondation appelée à fédérer les droites populistes dans le monde. «Si personne ne parvient à recadrer les fils du président, ils seront une source permanente de tension et de perte de temps pour le gouvernement, qui devra gérer des crises internes au lieu de mettre en oeuvre des réformes», avertit Geraldo Monteiro.

Mais Sergio Praça, professeur de la Fondation Getulio Vargas, considère que Jair Bolsonaro, plutôt que de subir l'influence de ses fils, utilise leur forte présence sur les réseaux sociaux à son profit.

«Il est possible qu'ils soient utilisés pour transmettre des messages que leur père n'a pas le courage de faire passer lui-même», explique-t-il.

«Cela représente un grand risque pour le gouvernement: comment les acteurs politiques peuvent nouer des accords avec Bolsonaro en toute confiance s'ils craignent d'être poignardés dans le dos par un de ses fils ? Je n'ai jamais rien vu de tel», s'étonne le professeur.

AFP

Inde

## Modi rompt avec le protocole pour accueillir lui-même Mohamed ben Salman

Le Premier ministre indien Narendra Modi a fait mardi une entorse au protocole gouvernemental pour aller accueillir personnellement le prince Mohamed ben Salman, héritier du trône saoudien, à l'aéroport de New Delhi.

Le chef de l'exécutif confie en général cette tâche à un membre de son équipe.

Saluant cette «rupture protocolaire», Raveesh Kumar, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, promet sur Twitter l'ouverture d'un «nouveau chapitre dans les relations bilatérales».

Narendra Modi doit s'entretenir mercredi avec le prince héritier, arrivé en provenance du Pakistan, où il a également été reçu avec fastes.

Sa visite a pris une nouvelle dimension après la mort jeudi de 40 paramilitaires indiens dans un attentat commis au Cachemire. L'Inde accuse Islamabad d'être complice de cet acte revendiqué par les islamistes pakistanais de la Jaish-e-Mohammad (JeM).

L'Arabie saoudite est le principal fournisseur de pétrole brut de l'Inde, mais les échanges bilatéraux s'étendent à d'autres secteurs et leurs gouvernements sont convenus de nouer un partenariat stratégique, a annoncé la semaine dernière le ministère indien des Affaires étrangères.

Au cours de sa visite, le prince héritier devrait annoncer une série d'investissements, notamment pour accélérer la construction de ports et d'autoroutes, selon un membre de l'administration indienne.

Mohamed ben Salman se rendra ensuite en Chine, en Malaisie et en Indonésie. Il s'agit de sa première tournée asiatique depuis l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi.

Reuters

Selon le ministre des Finances, Philip Hammond

## Un Brexit dur serait une "calamité" pour le Royaume-Uni et l'UE

Un divorce sans accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne serait une «calamité» pour les deux blocs, a déclaré mardi soir le ministre britannique des Finances, Philip Hammond, disant s'attendre à un coup sévère pour l'économie britannique en cas de Brexit dur.

Philip Hammond a souligné que Bruxelles n'envisagerait pas de revoir la clause de sauvegarde («backstop») pour la frontière irlandaise si près de la date butoir, le 29 mars, et appelé à soutenir l'accord de Brexit présenté par la Première ministre Theresa May.

«Il est évident que l'UE n'envisagera pas de remplacer le 'backstop' dans le but d'aider le gouvernement britannique à obtenir le soutien du Parlement, a-t-il dit lors du dîner annuel de la plus importante

association britannique d'industriels.

Cependant, a-t-il poursuivi, d'autres pistes pourraient être envisagées à l'avenir et le «compromis Malthouse» constitue une initiative précieuse en ce sens.

Forgé par des élus conservateurs pro-anti-Brexit pour tenter de sortir de l'impasse, ce compromis tente de réconcilier les deux camps en apportant à chacun de quoi trouver satisfaction.

Après l'échec cuisant essuyé par Theresa May le 15 janvier dernier à la Chambre des communes, c'est ce compromis qui a permis, quinze jours plus tard, de dégager une majorité à la Chambre pour charger la Première ministre de retourner à Bruxelles tenter de renégocier le «backstop» nord-irlandais.

Des journalistes du Mail on Sunday et

du Daily Telegraph ont toutefois rapporté mardi que le gouvernement britannique ne s'appuierait plus sur le «Malthouse Compromise» dans ses discussions avec l'UE. Theresa May est attendue mercredi à Bruxelles pour «faire le point» sur le dossier du Brexit avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Cette rencontre est qualifiée par Londres de «significative» dans l'optique de rouvrir l'accord de retrait, ce à quoi Bruxelles se refuse.

«Nos partenaires de l'UE doivent être le plus pragmatiques possible pour éviter la calamité mutuelle d'un 'no deal', et nous devons continuer d'expliquer les répercussions d'une sortie sans accord», a déclaré Hammond lors de son discours.

REUTERS

Japon

## Un avion de chasse s'écrase en mer

Un avion de chasse japonais s'est écrasé mercredi au large du Japon lors d'un exercice d'entraînement, ont rapporté des médias, aucune victime n'a été déplorée.

Le chasseur F-2 de la Force aérienne d'autodéfense (ASDF) du Japon a disparu des radars vers 9h18 heure locale au large des côtes de la préfecture de Yamaguchi, selon l'ASDF.

L'avion avait quitté la base au même titre que deux autres chas-

seurs avant 9h00 heure locale pour mener des exercices d'entraînement avant l'accident, selon la même source.

La dernière localisation confirmée du F-2 était à quelque 130 km au nord-est de la base aérienne de Tsuiki dans la préfecture de Fukuoka (sud-ouest). Selon des médias, les deux membres d'équipage ont été secourus.

H. L.

Colloque international Abdelhamid Benhadouga à Bordj Bou Arréridj

# L'impact du roman sur la dimension culturelle algérienne soulignée

Les participants au 16<sup>ème</sup> Colloque international Abdelhamid Benhadouga qui s'est ouvert, mardi, à l'université Mohamed El Bachir El Ibrahimi de Bordj Bou Arréridj, sous le thème «Le roman et les schémas culturels», ont souligné le rôle de l'impact du roman sur la dimension culturelle algérienne.



Le président du Colloque, Saïd Boutadjine, a indiqué, à cet effet, que le thème choisi cette année, relatif aux schémas culturels, représente l'un des nouveaux thèmes abordés dans le milieu de la critique arabe, combinant littérature et philosophie et la tentative d'aborder le récit romancé en recourant aux mécanismes littéraires de critique, mettant l'accent sur son importance majeure pour les étudiants qui entreprennent des études approfondies à ce sujet.

De son côté, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, qui a présidé l'ou-

verture des travaux de ce Colloque, a affirmé que l'édition de cette année «sera plus proche des étudiants conformément aux recommandations du comité scientifique de la précédente édition, comme elle contribuera à la concrétisation des valeurs culturelles en reconnaissance de ses créateurs».

Ce Colloque international de trois jours, organisé par la direction de la culture de la wilaya de Bordj Bou Arréridj, en coopération avec l'université Mohamed El Bachir El Ibrahimi, sous l'égide du ministère de la Culture, réunit des hommes de lettres,

des critiques littéraires et des traducteurs venus de sept pays arabes, notamment la Tunisie, le Maroc, le Liban et le Sultanat d'Oman, de pays européens à l'instar de l'Espagne et l'Italie, ainsi que des hommes de lettres de plusieurs universités du pays.

Parallèlement à ce Colloque, le Café culturel universitaire a été inauguré sous l'impulsion du romancier Abderrezak Boukeba, alors que la salle de conférences de l'université El Bachir El Ibrahimi a été baptisée du nom de Abdelhamid Benhadouga.

Né à Mansoura, dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj,

Abdelhamid Benhadouga (1925-1996), romancier, dramaturge, traducteur et nouvelliste est l'auteur de *Rih El Djanoub* (Vent du Sud), premier grand roman algérien écrit en langue arabe en 1971 et adapté au grand écran par Mohamed Slim Riad en 1975.

Abdelhamid Benhadouga est l'un des romanciers algériens les plus célèbres possédant à son actif plusieurs ouvrages, notamment le célèbre *Vent du Sud*, traduit dans une vingtaine de langues en plus d'autres romans tels que *Ban Essobh* et *Djazia et les Derviches*.

Azzedine Mihoubi

## «Nécessité d'ancrer la culture de la reconnaissance»

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a souligné, mardi à Bordj Bou Arréridj, «l'importance de faire ancrer la culture de la reconnaissance envers ceux qui ont beaucoup donné à la culture algérienne dans tous les domaines de créativité».

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 16<sup>ème</sup> édition du Séminaire international Abdelhamid Benhadouga (1925-1996) à l'université Mohamed El Bachir El Ibrahimi, le ministre a appelé les jeunes, en particulier, à «préservier la mémoire collective», celle culturelle, notamment et à oeuvrer pour édifier «un Etat solide basé sur la

science et le savoir».

Saluant les efforts déployés pour perpétuer l'oeuvre de Benhadouga, «enfant repère de la ville de Bordj Bou Arréridj», M. Mihoubi a rappelé que le défunt «Benhadouga avait oeuvré toute sa vie et à travers ses oeuvres à asseoir une culture nationale authentique et fut le premier romancier algérien d'expression arabe».

Evoquant les oeuvres de l'écrivain, le ministre a indiqué que le romancier «oeuvrait à édifier une identité culturelle algérienne qu'il a défendue et reflétée dans ses écrits et à travers les genres littéraires qu'il a produits».

Le ministre a considéré que le roman demeure «un miroir reflétant la transformation culturelle de toute société» citant le célèbre roman de Benhadouga *Rih El Djanoub* (Le vent du Sud) traduit dans plusieurs langues dont l'espagnol tout comme les 21 oeuvres culturelles du romancier présentes au Festival culturel algérien à Cuba organisé dernièrement.

La 16<sup>ème</sup> édition du Séminaire international Abdelhamid Benhadouga a été marquée par la participation d'écrivains, critiques et traducteurs de sept pays arabes et européens en plus d'universitaires des quatre coins du pays.

Reda A.

## Dédié exclusivement aux sonorités berbères Vers la création d'un orchestre symphonique amazigh

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a fait état, lundi à Oran, d'un projet de création d'un Orchestre symphonique amazigh dédié exclusivement aux sonorités berbères.

«Il y a un projet de création d'un Orchestre symphonique amazigh qui concernera les sonorités berbères dans le souci de sauvegarder le produit culturel des grands artistes interprètes de la chanson kabyle, chaouïe, terguie et autres», a précisé M. Mihoubi dans une déclaration à la presse, en marge du premier concert de musique de l'orchestre symphonique de la ville d'Oran. Cet orchestre viendra s'ajouter à l'Orchestre des jeunes d'Algérie placé sous l'égide de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (Onda) et l'orchestre symphonique de la ville d'Oran, a-t-il soutenu. A cette occasion, le premier responsable du secteur a passé en revue l'ensemble des réalisations concrétisées lors des deux dernières décennies, citant nombre d'infrastructures, et autres projets de santé, d'éducation et de culture. Le Président de la République soutient la culture, la création et l'art, en témoigne, a-t-il dit, les médailles de mérite qu'il a décernées à nombre d'artistes algériens.

Abrité par le Théâtre régional d'Oran Abdelkader Alloula, l'orchestre symphonique de la ville d'Oran, composé de 40 musiciens, a été créé à l'initiative de l'Association culturelle de promotion de la musique algérienne académique présidée par Mohamed Abbad, également directeur du Conservatoire régional de musique d'Oran. Le premier concert de l'Orchestre symphonique de la ville d'Oran a gratifié l'assistance de jolis morceaux du patrimoine algérien et de la musique universelle, interprétés sous la houlette du maestro Amine Kouider et l'acclamation du public.

D. K.

## Guerre de Libération nationale Enregistrement de plus de 29 heures de témoignages à El Bayadh

Des témoignages sur la glorieuse guerre de Libération nationale totalisant 29 heures et 35 minutes ont été enregistrés dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris de la responsable du service Conservation du patrimoine historique et culturelle à la direction des moudjahidine, Berriah Khadidja. La même responsable a indiqué, en marge des cérémonies de célébration de la Journée nationale du chahid, que l'opération de recueil des témoignages lancée à la fin 2015 a permis d'enregistrer 34 témoignages de moudjahidine et veuves et enfants de chouchada au chef-lieu de wilaya. La direction des moudjahidine lancera prochainement une opération similaire à travers les communes de la wilaya, dans le cadre de la démarche du ministère des Moudjahidine d'écriture de l'histoire de l'Algérie durant la Révolution de Novembre et sa transmission aux générations montantes, a-t-on fait savoir.

L. T.

## Oran Affluence sur l'exposition de photos de la presse mondiale de 2018

L'exposition de photos de la presse mondiale de l'année 2018, organisée au Musée d'art moderne d'Oran enregistre une affluence notable de visiteurs surtout des lycéens et étudiants. Inaugurée lundi, cette exposition met en exergue des photos de la presse mondiale les plus vues reproduisant des paysages et des événements dans le monde. Organisée par l'ambassade de la Hollande en Algérie et abritée par Oran pour la première fois, cette exposition comporte 137 photos d'un total de 80 408 prises par 5 034 photographes de 125 pays. Ces photos ont été prises dans plusieurs régions du monde traitant de situations et d'événements brûlants dont ceux des dégâts provoqués par la sinistre organisation terroriste Daech à Mossoul (Irak), de la souffrance des réfugiés Rohingia au Bangladesh et de la pauvreté dans certains pays. Cette exposition, qui s'étale jusqu'au 28 février, met en avant aussi des photos sur la pollution et la préservation de la biodiversité et de l'écosystème dans le monde et autres de paysages naturels d'Afrique. Des visiteurs impressionnés sont allés à reprendre certaines photos sur leurs téléphones portables et Smartphones.

H. T.

## PAROLES DE FEMMES

«Le présent n'est pas un passé en puissance, il est le moment du choix et de l'action.»

Simone de Beauvoir



## FEMMES

## ILS ONT DIT :

«Le passé est éternel, c'est le présent qui passe, c'est le présent qui fuit, qui s'efface.»

Thomas B. Reverdy

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

# Ce beau geste de Meghan et Harry qui a ému une femme dans la douleur

Le 7 février dernier, Meghan Markle et le prince Harry ont demandé à rencontrer Viv Johnson, une femme éplorée avec laquelle ils ont passé beaucoup de temps et ont même risqué d'arriver en retard à un engagement auquel ils devaient se rendre dans la soirée.

Le prince Harry et Meghan Markle se sont montrés très attentionnés, le 7 février dernier, à l'égard de Viv Johnson, une mère dont le fils s'est suicidé en mai 2018. Le prince Harry et son épouse ont souhaité la rencontrer avant de se rendre à la cérémonie des Endeavour Awards, qui célèbrent les exploits d'hommes et de femmes militaires blessés ou malades ayant pris part à des défis sportifs et d'aventure au cours de l'année écoulée.

Comme le rapporte le *Mirror*, Viv Johnston a perdu son fils Danny âgé de 35 ans, l'an dernier. Il faisait partie du régiment de reconnaissance spéciale d'élite et a passé quatre ans à participer à des missions d'infiltration en Afghanistan et en Irak afin de définir des cibles à abattre. De retour au pays, le jeune homme a souffert d'un trouble de stress post-traumatique. Le prince Harry avait déjà écrit une lettre à la mère quand il a appris le décès de l'ancien militaire.

«Meghan était si gentille et bienveillante. Les deux étaient très sincères et j'étais très émue de les voir se soucier autant de ce qui était arrivé à Danny - ça voulait dire beaucoup», a ainsi confié cette mère de 62 ans au *Sunday People*. Le Prince Harry qui a aussi servi en Afghanistan, a également paru très intéressé par «All call signs», l'association que Viv Johnson a créée pour tenter de déceler les signes avant-coureurs de syndrome post-traumatiques auprès de soldats vulnérables. Il faut dire que le prince Harry, son frère le prince William ainsi que leurs épouses sont très impliqués, par le biais de leur organisation Heads Together dans le combat contre les maladies mentales et souhaitent changer le regard du public sur elles. Le frère de Kate Middleton a d'ailleurs révélé récemment souffrir de dépression.

Le prince Harry et Meghan Markle enceinte de 7 mois sont apparus tellement concernés qu'ils en ont même oublié leurs obligations. «Trois types très affolés sont arrivés à un moment donné et ont dit : «Monsieur, nous devons y aller, les gens attendent !» Et il a dit : «Eh bien, je parle !», et nous avons continué à bavarder, a ainsi confié cette mère de trois enfants, touchée par la bienveillance du couple royal.



## VENTRE PLAT

## Misez sur les aliments anti-ballonnements !

Envie d'un ventre plat à l'approche des beaux jours ? Optez pour quelques-uns de ces aliments qui limitent les ballonnements !

### LA BANANE

Même si elles pèsent leur poids, les bananes n'en font pas prendre pour autant. Bien au contraire : chargées en fibres et potassium, elles permettent de lutter contre la rétention d'eau.

### LE CANTALOUPE

Ce melon est plein de potassium, faible en calories et il possède une forte teneur en eau. De quoi devenir l'aliment idéal des beaux jours !

### LES LÉGUMES À FEUILLES

Certains légumes comme les choux de Bruxelles sont remplis de nutriments importants, mais ils créent une sensation de ballonnement. Les légumes verts à feuilles comme le chou frisé, les épinards ou la laitue ont toutes les qualités sans les inconvénients. Faibles en calories, riches en fibres, ils peuvent même aider à lutter contre la rétention d'eau.

### L'HUILE D'OLIVE

L'huile d'olive contient un composé chimique appelé acide oléique qui permettrait de décomposer les graisses du corps, et notamment celles du ventre.

### LE PAIN COMPLET

Les pains contenant des grains entiers, comme les pains complets, sont riches en fibres et permettent de stabiliser le taux de sucre dans le sang, contrairement aux pains blancs de la

grande distribution.

### LES ARTICHAUTS

Un artichaut de taille moyenne contient près de 7 grammes de fibres, soit 30% de l'apport journalier recommandé. Parfait pour aider le système digestif à fonctionner correctement.

### LES AVOCATS

Ils sont remplis d'acides gras monoinsaturés, bons pour la santé. Coupez-le en tranches et déposez-en une sur une tranche de pain grillé. Vous pouvez aussi le déguster dans une salade.

### LE RIZ BRUN

Riche en glucides complexes, le riz brun

prend beaucoup de temps à être digéré et crée une sensation de satiété.

### LES LENTILLES

Elles sont riches en protéines, en fibres et en glucides complexes, ce qui en fait un allié minceur idéal pour un ventre plat.

### LES POMMES

Grignoter une pomme avant le repas peut vous aider à ressentir plus rapidement la sensation de satiété qui vous empêchera de trop manger.

### LES CONCOMBRES

Ces légumes croquants contiennent peu de calories et ont un effet diurétique naturel.

### LES TOMATES

Les tomates sont riches en potassium et aident notamment à réduire la résistance à la leptine, dont le rôle est fondamental dans la régulation de l'appétit.

### LES ASPERGES

Les tiges contiennent du potassium qui permet de lutter contre la rétention d'eau. Vous pouvez les déguster crues ou après un rapide passage sur le grill.

### L'AUBERGINE

Ce légume a une teneur faible en sodium mais riche en eau, ce qui l'aide à lutter efficacement contre les ballonnements.

## NUTRITION

Vous avez entre 40-50 ans et plus et souhaitez rester belle, en forme et en bonne santé ?

### L'ALIMENTATION JOUE UN RÔLE MAJEUR SUR L'ASPECT DE LA PEAU

Pour une bonne hydratation veillez à boire au moins 1 litre et demi d'eau par jour. Modérez votre consommation de boissons contenant de la caféine (café, thé, cola).

Certains nutriments sont nécessaires au maintien d'une peau saine : la vitamine A et les caroténoïdes contenus dans les fruits et légumes à chair orangée ou rouge, (carottes, poivron rouge, melon, abricot, tomate, pêche,

nectarine...), mais aussi les légumes vert foncé (blettes, épinards, choux vert...). La vitamine C : dans les fruits surtout les agrumes, fruits exotiques et fruits rouges (citron, orange...).

La vitamine E dans les huiles végétales (germe de blé, tournesol, maïs, pépins de raisin...), graines oléagineuses (noix, noisettes...). Le zinc : fruits de mer, abats, viandes, fromages, céréales complètes, légumes secs, germe de blé, graines de sésame.

Le sélénium : fruits de mer (surtout les huîtres), poissons, céréales complètes, noix. Les acides gras essentiels (oméga 3 et oméga

6) constituants fondamentaux des membranes cellulaires (poissons gras, huiles de noix, colza, graine de lin...).

Une alimentation équilibrée et une activité physique quotidienne vous aideront à limiter les problèmes de fatigue, surpoids, troubles digestifs et vous protégeront contre certaines maladies (diabète, hypercholestérolémie, ostéoporose, cancers, maladies cardio-vasculaires...).

Une alimentation équilibrée permet d'avoir un bon état nutritionnel et donc d'optimiser son état de santé : meilleure forme au quotidien, meilleure résistance à la fatigue ou aux infections, retard du vieillissement...



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

Coupe de la ligue féminine de Football

## L'AS Sûreté nationale - FC Constantine en finale

■ Les clubs de l'AS Sûreté nationale et le FC Constantine se sont qualifiés, mardi, pour la finale de la coupe de la ligue de football féminin senior, aux dépens, respectivement de l'ASE Alger Centre et l'Affak de Relizane. La formation de l'AS Sûreté nationale s'est imposée en demi-finale devant l'ASE Alger Centre sur le score de un but à zéro (1-0) en match disputé au stade Omar Hamadi, alors que le FC Constantine a validé son billet en s'imposant aux tirs au but 5/4 face à l'Affak de Relizane, après une fin de match à égalité 1-1. La finale entre l'AS Sûreté nationale et l'ASE Alger Centre aura lieu le 8 mars, coïncidant avec la Journée internationale de la femme, dont le lieu reste à déterminer.

Championnat méditerranéen de Handball U17 (Gr. A/2e J)

## Victoire de l'Algérie devant la Libye

■ La sélection algérienne de handball U17 s'est imposée devant son homologue libyenne sur le score de 13 à 08, en match comptant pour la 2e journée du groupe A du Championnat méditerranéen de la catégorie, disputé mardi à Port-Saïd (Egypte). C'est la première victoire des Algériens dans la compétition après trois défaites face au Monténégro (30-13), à la Tunisie (26-22) et à la Roumanie (23-08). L'Algérie jouera son dernier match mercredi face à l'Arabie saoudite. La poule B est composée du pays organisateur l'Egypte, de l'Italie, de la France, de la Turquie, du Maroc et des Emirats arabes unis. Les leaders à l'issue de la phase de poules s'affronteront en finale, tandis que les autres équipes joueront les matchs de classement.

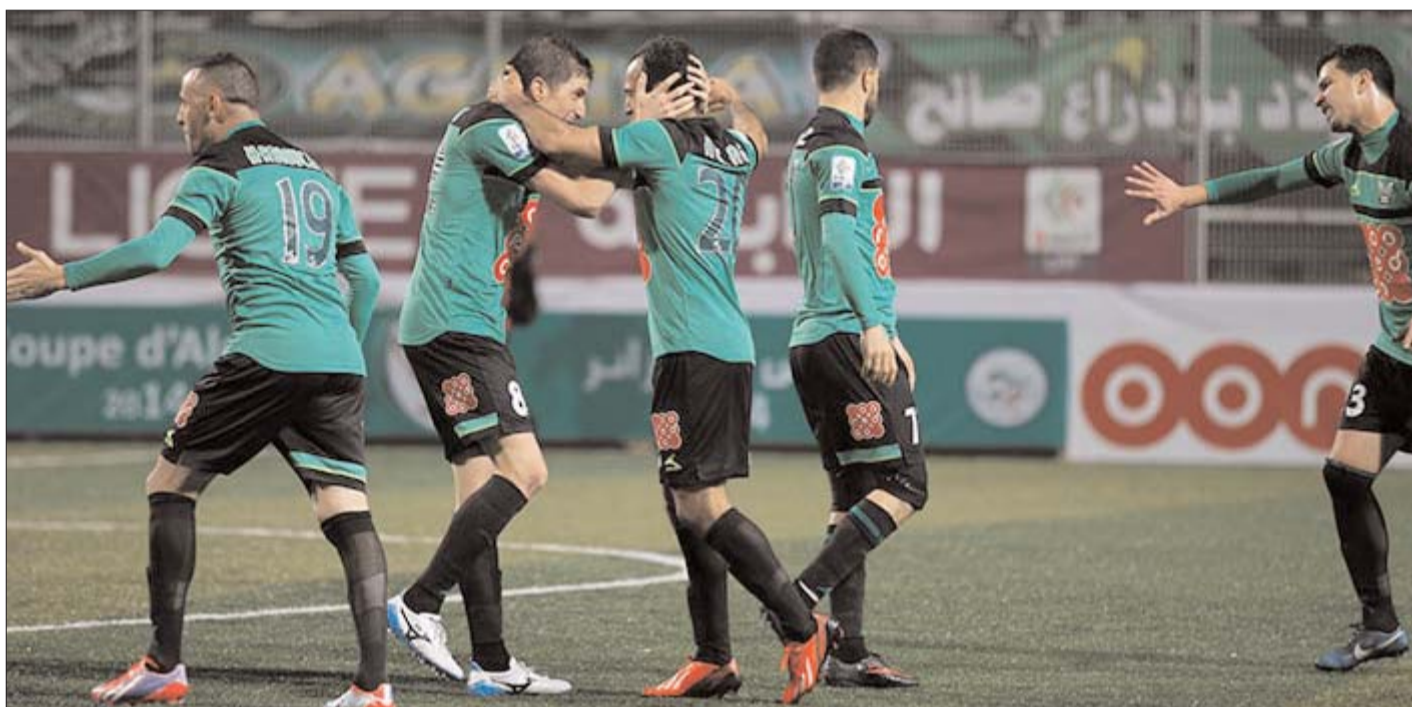
Championnat arabe des clubs de Volley-ball

## Le GSP face à Essalem d'Oman en quart de finale

■ Le club de volley-ball algérien, GS Pétroliers, affrontera la formation d'Essalem d'Oman en quart de finale du Championnat arabe des clubs 2019 (messieurs), prévu jeudi à Tunis. Les Pétroliers leaders du groupe D avec 10 points, ont bouclé la phase de poules avec un bilan de trois victoires respectivement face aux Libyens de Souihli (3-1 : 25-22, 25-20, 18-25 et 25-21), Palestiniens de Chabab Djabalala (3-0 : 25-18, 25-12, 25-10) et Saoudiens d'Al Ittihad, contre une défaite face aux Irakiens de Gaz Sud au tie-break (2-3 : 25-23, 21-25, 25-21, 23-25 et 12-15). De son côté, Souihli de Libye deuxième du groupe D défit la Police du Qatar. Dix-huit (18) clubs arabes répartis en 4 groupes prennent part à cette compétition organisée par l'ES Tunis du 15 au 23 février dans les salles de Radès et Zouaoui à Tunis. Les deux premiers de chaque groupe sont qualifiés pour les quarts de finale.

Compétitions africaines

# Le CSC au Caire, le NAHD s'est déplacé au Kenya



Les deux représentants en compétitions africaines, à savoir, le CSC en Ligue des champions d'Afrique et le NAHD en Coupe de la CAF se sont déplacés respectivement au Caire et au Kenya pour y disputer leurs matchs comptant pour la troisième journée de leurs compétitions dans lesquelles ils sont engagés. Ainsi, le Chabab de Constantine jouera face au club égyptien d'El Ismailia, alors que le NAHD sera opposé au Ghor Mahya. Les constantinois se sont rendus hier en Egypte où il prendra ses quartiers avant de jouer samedi prochain. Le deuxième représentant de l'Algérie en cette compétition continentale au côté de la JS Saoura a effectué son ultime séance d'entraînement dans une grande concentration de joueurs, "optimistes de revenir avec les trois points de cette rencontre devant les Darawish, a fait savoir, le chargé de communication du club, Salim Laieb. Le CS Constantine qui occupe la deuxième place du Gr C avec six (6) points s'est envolé hier avec une délégation composée de 32

membres à Alger pour rallier le Caire (Egypte) et ce, avant de se rendre à la ville d'Alexandrie où il devra préparer sa prochaine rencontre. L'attaquant Adel Djaabout ne s'est pas déplacé avec la délégation constantinoise en raison d'une blessure qui l'éloignera des terrains pendant 21 jours, alors que "la petite blessure" d'Amine Abid "n'est pas inquiétante et qu'il pourra participer à cette rencontre aux côtés de Belkhir Abdennour, Nacereddine Zaâlani et Saïd Arroussi". Initialement prévue au stade d'Ismaïlia, cette rencontre aura lieu au stade de Borg Al Arab d'Alexandrie (Egypte) à huis clos, en application de la sanction de la Fédération africaine de football (CAF). Le NAHD de son côté s'est rendu hier au Kenya à travers la Turquie et devrait arriver ce matin à 5h. Le match face au Ghor Mahya se jouera dimanche à 1500 m, ce qui sera difficile pour les joueurs. A noter que Harrag qui souffrait d'une blessure aux adducteurs a été du voyage et sera présent dimanche.

Imad M.

Coupe d'Algérie de football (1/4 de finale aller)

## Le NAHD s'impose devant le CRB

■ Le NA Hussein-Dey a battu le CR Belouizdad sur le score de 1 à 0 (mi-temps : 1-0), en quart de finale (aller) de la Coupe d'Algérie de football, disputé mardi au stade du 5-juillet 1962 (Alger). L'unique but de la rencontre a été inscrit par Khacef (37') pour le NAHD. C'est une précieuse victoire pour le NAHD, leader du groupe D de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine, qui enchaîne donc avec une victoire en Coupe, après avoir éliminé le MC Alger en 1/8 de finale (1-0). Le

match retour aura lieu le 28 mars au stade du 5-juillet 1962 (Alger). Un peu plus tôt, l'USM Annaba a dominé l'ES Sétif sur le score de 2 à 0 grâce à des réalisations de Sahbi (18') et Rebiai (58', sp). Le match retour aura lieu le 27 février au stade 8-Mai-1945 à Sétif. Les quarts de finale (aller) de la Coupe d'Algérie reprendront samedi prochain avec au programme le match entre la JSM Béjaïa et le Paradou AC, alors que le choc CS Constantine - MC Oran a été décalé au 12 mars.

Arts martiaux

## Mohamed Sayah va offrir sa prime de combat pour la construction d'un hôpital pour enfants

■ Le champion du monde algérien des arts martiaux mixtes (MMA), Mohamed Sayah a annoncé mardi qu'il se «désist» de la totalité des gains qu'il empochera pour son combat, prévu au mois de juillet prochain à Alger, pour contribuer à la construction d'un hôpital pour enfants cancéreux à Blida. «Les athlètes qui pratiquent des sports de combat sont souvent perçus comme des brutes, mais c'est faux. La plupart ont un grand cœur « a commencé par expliquer l'actuel champion du monde de la catégorie OFC, lors de la conférence de presse qu'il a animé à l'Hôtel Hani de Bab Ezzouar pour la promotion de ce combat professionnel en MMA et qui constituera une première historique en Algérie. «Lorsqu'on m'a proposé d'adhérer à la construction de cet hôpital, j'ai tout de suite dit oui, en annonçant dès lors que je ne me contenterai pas de faire un don, mais que j'allais me désister de la totalité des gains pour ce projet» a-t-il ajouté. Selon le staff dirigeant de l'athlète «l'assiette devant accueillir le projet a déjà été fournie par le Wali de Blida», alors que l'association caritative El Badr, qui active dans la même wilaya, poursuit sa quête de réunir les fonds nécessaires. Sayah (28 ans) est né en France, d'une famille algérienne originaire de Bab El Oued. Il mesure 1.75 m pour un poids de 77 kg et il est l'actuel champion du monde de la catégorie OFC. Il compte 14 combats professionnels à son actif : 7 victoires, 6 défaites et un nul. «Le nom de l'adversaire et le lieu qui abritera le combat du mois de juillet prochain restent à déterminer» a indiqué le staff dirigeant de Sayah, en précisant que ce combat était initialement prévu au mois d'avril prochain, mais cela ne fut finalement pas possible, car cette période coïncide avec les élections présidentielles. D'où son renvoi au mois de juillet.

Championnats d'Afrique d'Escrime (jeunes - 2e Journée)

## Quatre médailles dont une en or pour l'Algérie

■ La sélection algérienne d'escrime cadette a décroché 4 médailles (1 or, 3 argent), lors de 2e journée des épreuves des Championnats d'Afrique d'escrime de jeunes catégories (minimes, cadets et juniors) dans les trois armes, disputées mardi à la salle Harcha-Hacène (Alger). Lors de cette deuxième et dernière journée consacrée aux cadets, la médaille d'or algérienne a été décrochée par Kaouther Belkbir en sabre féminin après sa victoire en finale (15-12) devant sa compatriote Naila Benchagour qui a remporté l'argent. «Je suis très contente de cette consécration. C'était un parcours dif-

ficile surtout en finale face à Benchagour, mais j'ai toujours cru en mes chances pour décrocher le titre», a déclaré Belkbir. Les deux autres médailles d'argent ont été remportées par Yousra Zeboudj en épée féminine et Albert Fréjil en fleuret masculin. A l'issue des épreuves consacrés aux cadets, la sélection algérienne s'est adjugée un total de 7 médailles (2 or, 4 argent, 1 bronze). Les Championnats d'Afrique d'escrime jeunes catégories, se poursuivent mercredi avec le début des épreuves des juniors (filles et garçons) avec le déroulement des spécialités fleuret féminin, sabre et épée masculine, dont

les finales sont prévues à partir de 17h00. Outre l'Algérie pays organisateur, l'édition d'Alger enregistre la participation de la Tunisie, du Maroc, de l'Egypte, du Nigeria, du Ghana, du Cameroun, de l'Afrique du Sud, de la RD Congo, de la Libye, du Mali et du Sénégal. Pour ce rendez-vous continental, l'Algérie a engagé 54 athlètes dont 27 filles, qui seront encadrés par un staff technique composé de six entraîneurs, à savoir Chahira Soudani et Anis Hamami (fleuret), Ahmed Ben Yahia et Zoheïr Terkhani (épée), ainsi que le Sénégalais Mamadou Keita et la Sud-Coréenne Shin Me Lee (sabre).





Alger  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

## Pour sensibiliser l'ONU sur les violences Un millier de «gilets jaunes» français manifestent à Genève

Un millier de «gilets jaunes» français ont manifesté mercredi à Genève, en face du siège de l'ONU, pour protester contre les violences qu'ils affirment subir de la part des forces de l'ordre en France. Rassemblés sur la place des Nations, qui fait face au Palais des Nations, le siège européen de l'ONU, les manifestants étaient encadrés par des gilets orange chargés de la sécurité, sous l'oeil vigilant, mais discret, de la police genevoise restée à distance. Des groupes de discussion ont été organisés sur la place, au milieu des drapeaux français et régionaux et des pancartes dénonçant la «dictature» en France ou les lanceurs de balles de défense LBD40, fabriqués en Suisse. La plupart des manifestants étaient arrivés en provenance des départements frontaliers. Les manifestants n'ont pas été autorisés à pénétrer dans l'enceinte du Palais des Nations, mais selon l'agence de presse ATS, une petite délégation dirigée par l'avocat français, Farid Faryssy a été reçue au Haut-Commissariat aux droits humains, sur les bords du lac Léman. La manifestation s'est ensuite dispersée dans le calme à midi, heure fixée par la municipalité.

Salomon

## Du fioul s'échappe du navire échoué

Du fioul a commencé à s'échapper d'un vraquier échoué début février courant, sur un récif corallien au large de l'archipel des Salomon, non loin d'un site classé au patrimoine mondial de l'Unesco, ont rapporté hier des médias locaux, citant des habitants. Le *MV Solomon Trader* a heurté le fond le 5 février alors qu'il était en train de recevoir un chargement de bauxite sur l'île Rennell, le plus grand atoll surélevé du monde, dont le tiers sud-est figure sur la liste du patrimoine mondial. Les conditions de mer, très formée en raison du passage du cyclone Oma, ont empêché toutes les tentatives de sauvetage du bateau de 225 mètres de long. «Nous commençons à voir une nappe», a déclaré Derek Pongi, un habitant, cité par des médias. «Elle n'est pas si grande que ça, mais c'est dur à dire parce que la météo est encore mauvaise». M. Pongi a dit redouter une catastrophe écologique de grande ampleur. «Les gens vivent ici de la mer», a-t-il dit. «Cela leur rendrait la vie très dure». Le navire transportait de la bauxite, mais tout navire de cette taille embarque nécessairement une énorme quantité de carburant, un fioul lourd particulièrement polluant. Selon le journal *Island Sun News*, le propriétaire du bateau battant pavillon hongkongais, *Bintan Mining*, a dépêché sur les lieux des spécialistes d'Australie et des Etats-Unis. L'Australie a indiqué travailler avec les autorités des Salomon pour impliquer l'affréteur du navire, son propriétaire et son assureur dans l'opération de renflouement. «L'Australie a mené une inspection aérienne du vaisseau et fourni les résultats aux autorités des Salomon», a annoncé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. Canberra «a également dépêché un expert pour assister le gouvernement des Salomon dans les étapes suivantes». Longue de 85 km pour une quinzaine de large, l'île Rennell se trouve à 240 km au sud de Honiara, la capitale des Salomon.

G. H.



Sud-est du pays

## 115 affaires de vol de véhicules enregistrées



**A**u moins 115 affaires portant sur des vols de véhicules ont été enregistrées dans la région sud-est du pays durant l'année écoulée, a-t-on appris auprès de l'inspection régionale de police du sud-est à Ouargla. Ces affaires, dont 51 ont été traitées, soit un taux de 44,34 %, se sont soldées par l'arrestation de 78 individus avec la récupération de la majorité des véhicules volés, un chiffre en très légère hausse par rapport à 2017 où avaient été enregistrées 114 affaires du genre, a précisé cette institution qui coiffe les wilayas d'Ouargla, Biskra, El-Oued, Illizi, Ghardaïa et Laghouat. Les services de l'inspection régionale de police du Sud-est

ont réussi à récupérer l'an dernier 39 véhicules volés, grâce à l'introduction du système de reconnaissance de véhicules volés, à savoir le Lecteur automatique des plaques d'immatriculation (Lapi), inscrit dans le cadre des efforts menés pour la modernisation de ce corps sécuritaire, a-t-on ajouté.

Le secteur de la Sûreté nationale dans le sud-est du pays sera renforcé par plusieurs installations pour y étendre la couverture sécuritaire et améliorer la protection des personnes et des biens, indique la même source.

Parmi ces structures, dont 77 sont en chantier, figurent de nouveaux sièges de Sûreté de daïras, de police urbaine, de maintien de l'ordre

ainsi que d'autre de la police judiciaire (PJ) et la police aux frontières (PAF), a-t-on fait savoir. Il s'agit, en outre, de nouvelles installations socio-professionnelles, dont 16 célibataires, des bases de vie et des logements de fonction.

Une fois opérationnelles, ces nouvelles structures vont contribuer au renforcement des installations de la police afin d'assurer la sécurité et la quiétude des citoyens au titre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, en plus de la prise en charge des éléments de la police, a-t-on souligné. La couverture sécuritaire dans la région sud-est du pays a atteint un taux d'un policier pour 257 habitants, selon la même source.

R. T.

Lutte contre la criminalité urbaine à Aïn Defla

## Les opérations inopinées en baisse

**A**u total, 1 163 opérations inopinées de lutte contre la criminalité urbaine ont été menées à Aïn Defla en 2018, en baisse par rapport à celles lancées en 2017, a indiqué mardi, le chef de Sûreté de wilaya à l'occasion de la présentation du bilan annuel des activités de ses services.

«La baisse des opérations inopinées menées en 2018 par rapport à l'année d'avant ne signifie nullement l'absence de volonté de la part des services de sécurité d'accuser les criminels dans leurs derniers retranchements», a soutenu le commissaire divisionnaire, Mohamed Baghdad, faisant remarquer que par rapport à 2017, les points ciblés par ces opérations ainsi que l'effectif des policiers qui y ont pris part étaient en hausse.

Nombre d'opérations lancées l'ont été de manière conjointe avec les services de la Gendarmerie nationale, a souligné le même officier, signalant que cette stratégie s'inscrit dans le souci d'«une plus grande coordination avec les autres corps de sécurité».

Les opérations menées avec les services de la Gendarmerie nationale se poursuivront en 2019 au regard des résultats «probants» réalisés en 2019, a-t-il noté, soutenant qu'elles toucheront principalement les villes dotées d'une grande densité d'habitants et qui constituent un milieu propice pour l'activité des criminels.

Au total, 407 personnes ont été présentées aux instances judiciaires à l'issue des opérations menées en 2018 dont plus de la moitié

## ACTU...

### Tissemsilt, Oran et M'sila Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés mardi à Tissemsilt, Oran et M'sila par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont arrêté, le 19 février 2019 à Tissemsilt, Oran/2<sup>e</sup> Région militaire et M'sila/1<sup>ère</sup>RM, cinq éléments de soutien aux groupes terroristes», précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «grâce à l'exploitation de renseignements, des éléments de la Gendarmerie nationale ont réussi, lors d'une opération de qualité à Blida/1<sup>ère</sup>RM, à démanteler un réseau criminel de trafic de drogue composé de 12 narcotrafiquants et saisi une immense quantité de kif traité s'élevant à 11 quintaux et 20 kg, ainsi que 17 véhicules et une somme d'argent s'élevant à 1 milliard 58 millions de centimes», ajoute le MDN, précisant que «l'opération est toujours en cours». Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam/6<sup>ème</sup>RM, «76 orpailleurs et saisi quatre véhicules tout-terrain, 19 groupes électrogènes, 11 métaux-piqueurs, deux détecteurs de détonation», conclut le communiqué.

H. B.

Tlemcen

### Un mort et deux blessés dans un accident de la circulation

Une personne est morte et deux autres ont été grièvement blessées dans un accident de la route survenu dans la commune de Tlemcen, a-t-on appris, hier auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya.

La chargée d'information, la capitaine Djamilia Abboudi, a indiqué que l'accident s'est produit mardi soir à Haï Koudia à l'entrée-nord de Tlemcen suite au renversement d'un véhicule à son bord trois personnes et sa chute du haut d'une trémie. Les trois blessés âgés de 21 ans ont été transportés vers les urgences médico-chirurgicales (UMC) de l'hôpital de Tlemcen où le conducteur du véhicule a succombé à ses blessures et les deux autres reçoivent les soins nécessaires. Le corps de la victime a été ensuite déposé à la morgue du CHU Tidjani Damerdji de Tlemcen.

H. B.

Reda A.